

PÉTROLE
**Le Brent
s'approche
des 65 dollars
à Londres**

P 16

GAZ NATUREL, ÉLECTRICITÉ, ENR, HYDROGÈNE VERT...

La stratégie de l'Algérie présentée en Italie

● **Le ministre Arkab s'entretient en Italie avec les PDG d'ENI et de Saipem**

L'Algérie souhaite maintenir sa position en tant qu'acteur stratégique sur le marché mondial de l'énergie. Elle compte sur le renforcement de sa coopération avec ses partenaires, dont l'Italie, ainsi que sur l'augmentation de sa production nationale de gaz naturel. P 3



DÉPLOIEMENT DE LA 5G

**Le Président de la
République donne
son feu vert**

L'Algérie fait un pas décisif dans le domaine des télécommunications avec l'approbation du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le déploiement de la 5G, en ordonnant un approfondissement des études relatives à cette technologie et soulignant ainsi l'importance d'une préparation rigoureuse pour ce projet d'envergure.

P 5

START-UPS
ET MICRO-ENTREPRISES

**Les clefs de la
diversification
économique**

Dans le cadre de sa stratégie visant à promouvoir la connaissance, la technologie et le capital humain, l'Algérie pose les fondations d'un nouveau modèle économique, prêt à répondre aux défis de la transformation numérique mondiale tout en valorisant ses ressources locales. Invité au Forum d'El Moudjahid ce mardi, le ministre de l'Économie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah, a exposé la vision stratégique du gouvernement pour faire émerger une économie fondée sur l'innovation, la technologie et le capital humain. Cette ambition, portée par un ministère créé en 2020, s'inscrit dans une volonté de transformation profonde du modèle économique national, longtemps dépendant des ressources naturelles.

P 3

EMBALLAGE ALIMENTAIRES

**L'enjeu des industries
agroalimentaires**

L'emballage alimentaire. Derrière ce terme se cache une industrie florissante qui bien maîtrisée peut représenter une opportunité d'emplois. Si les emballages sont au cœur des débats environnementaux depuis les années 2010, ils n'en restent pas moins essentiels. Aujourd'hui, une multitude d'emballages et technologies sont disponibles pour permettre aux consommateurs d'obtenir une expérience unique.

P 16

MÉTAUX PRÉCIEUX

**Les prix
de l'or en hausse** P 2

SOUS LE HAUT PATRONAGE
DU PRÉSIDENT TEBBOUNE

**L'Algérie abritera en mai
les assemblées annuelles
du Groupe BID** P 2

EL TARF

**1,5 milliards DA pour des
projets de développement
à Bouhadjar** P 2

MÉTAUX PRÉCIEUX
Les prix de l’or en hausse

Les prix de l'or rebondissent mardi après avoir atteint leur plus bas niveau en près de quatre semaines, stimulés par les inquiétudes d'un conflit commercial croissant, incitant les investisseurs à rechercher des actifs refuges pour se prémunir contre l'incertitude économique et financière. L'or au comptant était en hausse de 0,5 % à 2 996,6 dollars l'once. Le lingot a atteint lundi son plus bas niveau depuis le 13 mars. Les contrats à terme sur l'or américain ont gagné 1,3 % à 3 010,70 dollars. Le président américain Donald Trump a intensifié lundi ses menaces de droits de douane contre la Chine, tandis que l'Union européenne a présenté des plans de droits de rétorsion, aggravant les craintes d'un conflit commercial prolongé. Selon des analystes, l'escalade du conflit commercial pourrait déclencher une récession mondiale, ce qui stimule la demande de valeurs refuges. L'or, souvent considéré comme un investissement sûr en période d'incertitude politique et financière, a atteint un sommet historique de 3 167,57 dollars le 3 avril. Les marchés suivront de près le procès-verbal de la dernière réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine, dont la publication est prévue mercredi. Les traders attendent également les données de l'indice des prix à la consommation américain, attendues jeudi, et de l'indice des prix à la production vendredi, pour des indices sur les taux d'intérêt américains dans un contexte d'escalade du conflit commercial et des craintes de récession. Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a baissé de 0,1 % à 30,09 dollars l'once, le platine s'est raffermi de 1,3 % à 925,35 dollars et le palladium a perdu 0,3 % à 915,80 dollars.

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PRÉSIDENT TEBBOUNE
L’Algérie abritera en mai les
assemblées annuelles du Groupe BID

Les assemblées annuelles du Groupe de la Banque islamique de développement (BID) pour l'année 2025 se tiendront à Alger, du 19 au 22 mai prochain, sous le haut patronage du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique mardi la banque dans un communiqué.

Par R E.

Cet important événement économique, prévu au Centre international des conférences (Abdelatif Rahal), réunira des représentants des 57 pays membres du Groupe de la BID, ainsi que des partenaires du développement, des décideurs et des acteurs du secteur privé. Ils y débattront des moyens de renforcer un développement inclusif et durable, autour du thème : « Diversification économique : un enrichissement de la vie ». Le programme officiel comprendra, en plus des réunions statutaires, un forum consacré au secteur privé, des tables rondes de haut niveau, des sessions d'échange de connaissances et des événements parallèles spécialisés. Les discussions porteront notamment sur des enjeux majeurs, tels que l'innovation,

la diversification des sources de croissance et le renforcement de la résilience économique. Cité par le communiqué, le ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzred, a souligné "l'importance majeure de cette manifestation pour l'Algérie", y voyant une opportunité de "renforcer sa position sur la scène économique internationale, de mettre en valeur les réformes engagées, ainsi que les atouts du pays en matière de coopération, d'investissement et de développement durable". Il a également affirmé "l'engagement total des autorités algériennes à assurer le succès de ces assemblées, grâce à une mobilisation multisectorielle, une coordination rigoureuse, et la mise en place d'un dispositif logistique à la hauteur de l'événement", tout en exprimant la volonté de faire de cette édition "un espace de dia-

logue constructif entre les pays membres et une vitrine de l'hospitalité algérienne et de la qualité de ses infrastructures". De son côté, le président du Groupe de la BID, Dr Muhammad Sulaiman Al Jasser, a exprimé sa "profonde gratitude" au Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour l'accueil réservé à cet événement, qu'il a qualifié d'"occasion unique pour renforcer les partenariats et proposer des solutions innovantes en faveur du développement durable dans les pays membres". Selon lui, cette rencontre permettra aux participants "de travailler côte à côte pour relever les défis urgents et envisager de nouvelles perspectives au service de nos sociétés et du développement partagé". Pour plus d'informations sur le programme et les modalités d'inscription, le Groupe invite à consulter le site officiel de l'événement : <https://am.isdb.org>.

BEA

Plus de 200 cadres bénéficient d’une formation
sur le crédit agricole

La Banque extérieure d'Algérie (BEA) a entamé, lundi, une session de formation au profit de ses cadres sur les techniques et les spécificités du crédit dans le domaine agricole, et ce, dans le cadre de sa stratégie visant à renforcer son rôle de levier majeur du financement de l'économie nationale. Cette formation a été lancée "conformément aux directives du gouvernement et à l'accord, signé en février dernier, entre le ministre

des Finances, Abdelkrim Bouzred, et le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa, relatif à la généralisation du financement des projets agricoles par les banques". La formation, qui s'étale sur une durée de 15 jours, "est la première du genre depuis la signature de l'accord et touche plus de 200 cadres au niveau des agences et de la direction des crédits", a indiqué à l'APS, la directrice de la communication au sein de la Banque,

Djamila Aguentil. Cette session sera suivie d'un stage pratique au sein des banques publiques reconnues pour leur maîtrise du financement des projets agricoles, à l'instar de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), a-t-elle précisé. "Après avoir consolidé sa position dans les secteurs stratégiques de l'énergie et de l'industrie, la BEA entend désormais étendre son champ d'action au domaine de l'agriculture", a fait savoir Mme

Aguentil, tout en mentionnant que "cette orientation s'inscrit dans une stratégie globale visant à diversifier les interventions de la banque et à renforcer son rôle en tant que levier majeur du financement de l'économie nationale". En investissant le secteur agricole, la BEA aspire "à accompagner le développement durable du pays, soutenir les porteurs de projets et contribuer activement à la sécurité alimentaire", a également soutenu la directrice de la communication.

BOUIRA

Une délégation du PNUD visite des projets de développement
initiés par des jeunes

Une délégation du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), est arrivée lundi après-midi à Bouira, où elle compte visiter en compagnie des autorités locales de la wilaya des modèles réussis de projets de développement menés par des jeunes, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. La délégation onusienne, dont faisait également partie l'ambassadrice du Dane-

mark en Algérie, Katrine From Hoyer, ainsi que des parlementaires danois, a été accueillie par le secrétaire général de la wilaya, Faissal Saidi, en présence d'autres responsables et directeurs de l'exécutif local, selon les détails fournis par les services de la wilaya. Au cours de leur visite, les représentants du programme onusien comptent visiter quelques projets lancés par des jeunes, financés dans le cadre de ce pro-

gramme et soutenus par l'union européenne (UE) pour assurer une meilleure intégration économique durable pour les jeunes entrepreneurs en Algérie. "C'est le programme de développement des nations unies (PNUD) qui a initié ces projets en collaboration avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale pour aider les jeunes et les femmes à créer et à

concrétiser leurs projets économiques et de solidarité", ont précisé les services de la wilaya. La délégation onusienne devrait visiter un atelier dédié à la poterie artistique, l'usine de fabrication de savon "Loundja", ainsi que l'entreprise "Is-soula Olive" à Bechloul (Est de Bouira), et une autre petite entreprise spécialisée dans la production de fromages, selon la même source.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

GAZ NATUREL, ÉLECTRICITÉ, ENR, HYDROGÈNE VERT...

La stratégie de l’Algérie présentée en Italie

L'Algérie souhaite maintenir sa position en tant qu'acteur stratégique sur le marché mondial de l'énergie. Elle compte sur le renforcement de sa coopération avec ses partenaires, dont l'Italie, ainsi que sur l'augmentation de sa production nationale de gaz naturel.

Par **Sirine R.**

C'est ce que le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies Renouvelables, Mohamed Arkab, a annoncé hier à la ville de Ravenne, en Italie, à l'ouverture des travaux de la Conférence et de l'Exposition Méditerranéenne de l'Énergie OMC Med Energy 2025. Dans son discours d'ouverture, le ministre a souligné le caractère stratégique de cet événement face aux défis économiques, climatiques et géopolitiques actuels, en mettant en avant la solidité des relations algéro-italiennes, et l'importance de cette manifestation pour renforcer le partenariat bilatéral et construire un avenir énergétique intégré et durable dans la région méditerranéenne. Mohamed Arkab a présenté les principaux axes de la stratégie nationale en matière d'énergie, à savoir : renforcer la production nationale, garantir la sécurité d'approvisionnement énergétique, et réduire l'empreinte carbone. À ce titre, il a dévoilé un programme d'investissement visant à porter la production de gaz à plus de 200 milliards de mètres cubes par an, avec une part importante réservée à l'exportation, afin de maintenir la position de l'Algérie en tant qu'acteur stratégique sur le marché mondial de l'énergie.

Intégrer 30% d'EnR dans le mix énergétique d'ici 2035

Le ministre a également affirmé l'ambition de l'Algérie d'intégrer 30 % d'énergies renouvelables dans son mix énergétique national d'ici 2035, à travers un programme de production de 15 000 mégawatts d'énergie solaire photovoltaïque, dont la première phase a été lancée

en 2024 avec une capacité de 3 200 mégawatts. Dans le cadre de la transition énergétique, Arkab a mis en lumière l'engagement de l'Algérie à développer l'hydrogène vert via le projet SouthH2 Corridor, destiné à transporter de l'hydrogène propre vers l'Europe, notamment vers l'Italie et l'Allemagne, dans le cadre de partenariats innovants et durables. Un autre projet de grande importance est également prévu. Il s'agit du projet Medlink, qui vise à créer un câble électrique sous-marin haute tension reliant l'Algérie à l'Italie, proposé comme projet d'intérêt commun à la Commission européenne. Le ministre d'Etat a mentionné l'accord l'accord trilatéral signé entre Sonelgaz, Sonatrach et Eni pour l'exportation d'électricité verte vers l'Europe, précisant que ces initiatives renforcent la position de l'Algérie en tant que fournisseur fiable et diversifié d'énergie. Dans son intervention, le ministre a fait état des programmes de connexion du réseau électrique algérien avec les pays voisins, tels que la Libye, l'Égypte, la Mauritanie et les pays du Sahel, consolidant ainsi le rôle de l'Algérie en tant que pôle énergétique régional reliant l'Afrique à l'Europe.

Garantir la sécurité énergétique à long terme

Le ministre a également pris part à la session plénière d'ouverture de la conférence, placée sous le thème : « Scénarios énergétiques – Approche institutionnelle et partenariale ». Il y a présenté les fondements de la politique nationale dans les domaines de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables. « Cette politique vise à garantir la sécurité énergétique à long terme, à soutenir l'activité écono-

mique par la mise à disposition de ressources énergétiques et minières, et à contribuer au financement de l'économie nationale, tout en préparant l'ère post-hydrocarbures », a-t-il expliqué, insistant sur l'urgence de la transition énergétique, fondée sur l'intégration des énergies renouvelables et la rationalisation de la consommation, pour préserver les ressources au profit des générations futures. Cette stratégie repose notamment sur l'élargissement des réserves d'hydrocarbures, la valorisation de plus de 50 % de la production brute, ainsi que le développement de grands projets miniers concernant des minerais stratégiques comme le fer, les phosphates, le zinc, le lithium et l'or.

Le ministre a également souligné la nécessité de diversifier le mix énergétique à travers les énergies renouvelables et l'hydrogène, en valorisant la recherche scientifique, les technologies modernes, la numérisation et l'intelligence artificielle.

En réponse aux questions des participants, M. Arkab a précisé que l'Algérie ne considère pas le gaz naturel uniquement comme une ressource économique, mais aussi comme un levier essentiel de la transition énergétique. Il a souligné l'importance de la complémentarité entre le gaz et les énergies renouvelables pour assurer la sécurité et la flexibilité du système énergétique méditerranéen. En conclusion de sa participation, Le ministre a réaffirmé le soutien total de l'Algérie à l'initiative italienne du Plan Mattei, exprimant la volonté de l'Algérie de collaborer avec l'ensemble de ses partenaires pour bâtir un système énergétique méditerranéen équitable, inclusif et durable, mettant l'humain, le climat et le développement au cœur de ses priorités.

START-UPS ET MICRO-ENTREPRISES

Les clefs de la diversification économique en Algérie

Par **Mourad A.**

Dans le cadre de sa stratégie visant à promouvoir la connaissance, la technologie et le capital humain, l'Algérie pose les fondations d'un nouveau modèle économique, prêt à répondre aux défis de la transformation numérique mondiale tout en valorisant ses ressources locales. Invité au Forum d'El Moudjahid ce mardi, le ministre de l'Économie de la Connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Nouredine Ouadah, a exposé la vision stratégique du gouvernement pour faire émerger une économie fondée sur l'innovation, la technologie et le capital humain. Cette ambition, portée par un ministère créé en 2020, s'inscrit dans une volonté de transformation profonde du modèle économique national, longtemps dépendant des ressources naturelles. Le ministre a souligné que les start-ups et les micro-entreprises représentent aujourd'hui des leviers essentiels pour la diversification économique et la compétitivité du pays. « Nous ne voulons pas seulement créer des milliers de start-up, mais bâtir un écosystème solide et durable, capable de générer de la valeur et de l'innovation », a-t-il affirmé. Dans cette optique, le gouvernement s'est fixé un objectif ambitieux de 20 000 start-ups, structuré autour de quatre

axes principaux : la création, la pérennité, le financement et la visibilité, notamment à l'international. Cependant, cette dynamique ne pourra réussir sans une réforme en profondeur. Le ministre a notamment évoqué l'amendement du code des marchés publics, particulièrement l'article 41, qui permet désormais aux institutions publiques de contracter directement avec des start-up, facilitant ainsi leur intégration dans l'économie réelle. En parallèle, la loi sur l'auto-entrepreneur, introduite en 2023, vise à mobiliser les compétences individuelles et encourager la création de valeur sans contrainte structurelle. Du côté technologique, l'Algérie cherche également à affirmer sa souveraineté. Pour ce faire, elle mise sur la formation d'élites dans des écoles spécialisées, la création d'entreprises issues de projets universitaires et l'accompagnement à travers des mécanismes d'Open Innovation. L'objectif est clair : retenir les talents, valoriser les solutions locales et créer des « licornes » algériennes capables de rayonner au-delà des frontières. Toutefois, le ministre est conscient des défis à relever. En effet, le taux élevé de mortalité des start-up, la difficulté d'accès au financement, la rétention des compétences et le manque de garanties bancaires constituent des obstacles majeurs. Cependant, loin de

considérer l'échec comme un frein, il le voit comme un élément naturel du cycle d'innovation. « Chaque expérience ratée permet de revenir plus fort, mieux préparé », a-t-il déclaré. Un autre pilier du tissu entrepreneurial algérien est constitué des micro-entreprises, qu'il considère comme complémentaires aux start-up. Le programme « Tamkin », mis en place avec le soutien de l'Organisation internationale du travail (OIT), cible spécifiquement ces structures en leur offrant financement, accompagnement et formation via l'agence Longin. Ce programme permet également de soutenir les métiers traditionnels et les artisans dans un cadre modernisé, en leur assurant les ressources nécessaires à leur développement économique. Enfin, le ministre a insisté sur la nécessité de mettre en place des mécanismes de financement adaptés aux start-up. Contrairement aux entreprises classiques, qui s'appuient principalement sur le crédit bancaire, les start-up ont besoin d'un financement en capital (equity), via des fonds thématiques spécialisés, notamment dans les domaines de l'intelligence artificielle, de l'énergie ou de l'agriculture. « Nous devons construire un système capable de soutenir l'innovation en prenant des risques et en valorisant les projets à long terme », a-t-il conclu.

LE MINISTRE ARKAB S'ENTRETIENT EN ITALIE AVEC LES PDG D'ENI ET DE SAIPEM

L'élargissement de la coopération examiné

Synthèse R E.

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, a eu, mardi à Ravenne (Italie), des entretiens avec le PDG de la société italienne ENI, Claudio Descalzi, en marge de la Conférence OMC Med Energy, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, tenue en présence des PDG de Sonatrach et de Sonelgaz, respectivement Rachid Hachichi et Mourad Adjal, et de cadres des deux parties, a permis de passer en revue l'état et les perspectives de la coopération entre le groupe Sonatrach et la société ENI, notamment dans les domaines de l'exploration et du développement des hydrocarbures, ainsi que les voies et moyens d'étendre le partenariat à de nouveaux projets comprenant l'exploitation offshore des hydrocarbures, les énergies renouvelables et la production de l'hydrogène vert, précise la même source. Le projet d'interconnexion électrique maritime à haute tension entre l'Algérie et l'Italie (Medlink) a été au cœur des discussions, en tant que projet stratégique placé parmi les priorités de l'Union européenne, lequel permettra l'exportation de 2.000 mégawatts d'électricité, renforçant ainsi la position de l'Algérie en tant que fournisseur fiable d'énergie, notamment verte. A ce titre, M. Descalzi s'est dit satisfait du niveau du partenariat avec les entreprises du secteur énergétique algérien, soulignant l'engagement d'ENI à renforcer sa coopération avec Sonatrach et Sonelgaz, notamment à travers des projets innovants appuyant la transition énergétique, en mettant l'accent sur la formation, la recherche et le développement, selon le communiqué. M. Arkab a, pour sa part, réaffirmé l'engagement de l'Algérie à poursuivre le développement de la coopération avec ses partenaires stratégiques, notamment ENI, en vue d'intensifier les activités d'exploration, de production et de développement de l'infrastructure, insistant, à cet égard, sur l'importance du renforcement des compétences nationales à travers les programmes de formation et les échanges techniques. Le ministre d'Etat s'est entretenu avec le PDG du groupe italien Saipem M. Alessandro Puliti, et ce, en marge de sa participation aux travaux d'ouverture de sa participation aux travaux d'ouverture des travaux de la Conférence OMC Med Energy 2025 à Ravenne. Les deux parties ont évoqué au cours de cette rencontre les moyens pour renforcer la coopération bilatérale dans le secteur pétrolier et gazier, notamment en ce qui concerne le développement des infrastructures énergétiques, la mise en œuvre de grands projets d'exploration, notamment offshore, la production et le transport d'hydrocarbures, l'ingénierie et les services industriels connexes, et les projets industriels transformateurs tels que les phosphates. Les moyens de renforcer la coopération et les opportunités d'investissement dans le domaine du transport d'électricité et du renforcement des réseaux électriques, ainsi que d'autres domaines d'intérêt commun à l'intérieur et à l'extérieur de l'Algérie, ont également été évoqués, souligne la même source.

HYDROCARBURES

Ammat Global Resources pré-qualifiée comme opérateur onshore et offshore

L'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) a attribué une attestation de pré-qualification à la compagnie congolaise Ammat Global Resources, en qualité d'opérateur-investisseur onshore et offshore, a indiqué l'agence lundi dans un communiqué. Cette attestation a été remise le 26 mars dernier lors d'une cérémonie présidée par Mourad Beldjehem, président du Comité de direction d'Alnaft, a précisé la même source. Cette attestation de pré-qualification, en qualité d'opérateur-investisseur onshore et offshore, établie au profit de la compagnie Ammat Global Resources, a été remise par Lounes Adour, directeur de la division promotion et valorisation du domaine minier hydrocarbures d'Alnaft, à Lotfi Bellahcene, partenaire financier et responsable business et développement de la compagnie, a ajouté l'agence. Ammat Global Resources est une compagnie privée congolaise, filiale du groupe italien Lodoil, qui active dans l'exploitation et la production des hydrocarbures, notamment en République du Congo, a fait savoir également Alnafat, en précisant que cette société est un opérateur amont dans deux permis d'exploitation pétroliers offshore dans le même pays.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Un atelier d’auto-évaluation du système en vigueur dans le domaine des médicaments et des vaccins

Le ministère de l'Industrie pharmaceutique a organisé, lundi à Alger, un atelier d'auto-évaluation du système en vigueur dans le domaine des médicaments et des vaccins, en coordination avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a indiqué un communiqué du ministère. Cet atelier, qui s'inscrit dans le cadre des efforts du ministère de l'Industrie pharmaceutique pour atteindre le niveau de maturité 3, a vu la participation de tous les acteurs de ce domaine, notamment le ministère de la Santé et le ministère de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables. L'Agence nationale de produits pharmaceutiques (ANPP), l'Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS), l'Institut Pasteur, le Centre national de pharmacovigilance et de matériovigilance (CNPM), le Commissariat à l'énergie atomique (COMENA) et l'Agence nationale du Sang (ANS), ont également participé aux travaux de cet atelier, qui est le premier du genre, ajoute la même source.

MAINTENANCE DES MACHINES TOURNANTES

Sonatrach organise un séminaire national à Oran

Le Groupe Sonatrach organise, les lundi et mardi à Oran, le premier séminaire national dédié à la maintenance des machines tournantes, dans le cadre de sa stratégie visant à renforcer la performance et la fiabilité des équipements industriels et à se mettre au diapason des développements technologiques dans ce domaine vital, indique le Groupe dans un communiqué. Regroupant des experts nationaux et internationaux du secteur public et privé, ainsi que des représentants de start-up et de différentes filiales du Groupe, cette rencontre nationale constitue une étape importante dans le processus de développement de la maintenance des machines tournantes en Algérie, précise le communiqué. Ce séminaire a pour objectif d'améliorer la performance opérationnelle à travers l'adoption des meilleures pratiques de maintenance préventive et corrective,

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET LE PNUD

Signature d’un projet de partenariat

Un projet de partenariat a été signé, lundi à Alger, entre le ministère de la Justice et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), visant à soutenir le développement de la carrière des femmes magistrats dans sa deuxième phase (2025/2029), indique un communiqué du ministère. Cette démarche s’inscrit dans le cadre de "la mise en œuvre du projet de partenariat entre le ministère de la Justice et le PNUD, sur le soutien au développement de la carrière des femmes magistrats, dont la première phase a été signée le 13 novembre 2023, reflétant ainsi la volonté du ministère de la Justice d'encourager les changements structurels visant à promouvoir la carrière des femmes magistrats et à examiner les défis individuels qu'elles rencontrent". La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du secrétaire général du ministère de la Justice, M. Mohamed Regaz, de la Représentante résidente du PNUD en Algérie, Mme Natasha Van Rijn, et du représentant du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, conclut le communiqué.

contribuant ainsi à prolonger la durée de vie des équipements industriels et à améliorer leur performance. La rencontre se veut également une opportunité d'échanger les expertises sur les dernières avancées technologiques, et les solutions numériques innovantes, telles que la maintenance prédictive basée sur l'intelligence artificielle et l'internet des objets, ainsi que de s'informer sur les meilleures pratiques adoptées à l'échelle internationale, ajoute la même source. Plusieurs axes seront débattus lors de cette rencontre, dont la maintenance prédictive et les

stratégies de gestion de la sécurisation des actifs, l'industrie 4.0, les systèmes intelligents, le diagnostique et l'amélioration de la performance des machines, la formation spécialisée, le transfert de technologie, et les techniques de transformation du gaz en hydrogène. "Ce séminaire se veut une occasion propice pour échanger les expertises et les connaissances, afin de contribuer à l'amélioration de la performance et de renforcer la compétitivité dans le secteur industriel", a indiqué le Groupe.

CLIMAT

La chaleur mondiale toujours aux sommets en mars

Les températures mondiales se sont maintenues à des niveaux historiquement élevés en mars, poursuivant près de deux ans de chaleur extraordinaire sur la planète, dans la fourchette haute des prévisions scientifiques sur le réchauffement climatique. En Europe, le mois de mars a été, de loin, le plus chaud jamais enregistré, selon le bulletin mensuel de l'observatoire Copernicus publié mardi. Sur le Vieux Continent, celui qui se réchauffe le plus vite, cette anomalie exceptionnelle a épargné le mois dernier la péninsule ibérique et le sud de la France. Et elle s'est accompagnée de précipitations extrêmes, voire record, dans certaines régions, comme en Espagne et au Portugal, tandis que d'autres vivaient un mois historiquement sec comme aux Pays-Bas ou dans le nord de l'Allemagne. Dans le reste du monde, des études du réseau scientifique de référence World Weather Attribution (WWA) ont conclu que le changement climatique

avait intensifié une vague de chaleur intense dans toute l'Asie centrale et favorisé les précipitations à l'origine d'inondations meurtrières en Argentine. Au niveau mondial, mars 2025 se classe comme le deuxième plus chaud, derrière mars 2024, prolongeant une série ininterrompue de records ou quasi-records des températures depuis juillet 2023. Depuis lors, à une exception près, tous les mois ont été au moins 1,5 C plus chauds que la moyenne de l'ère préindustrielle, mettant les scientifiques au défi d'expliquer cette longue série hors normes. Mars 2025, avec 14,06 C en moyenne, est ainsi seulement 0,08 C plus froid que le record de mars 2024 et à peine plus chaud qu'en 2016, selon Copernicus. Sauf que ces deux extrêmes précédents avaient été observés lors d'un fort épisode d'El Nino tandis que 2025 flirte avec La Nina, la phase inverse du cycle, synonyme d'influence rafraîchissante.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة، التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 08 أفريل 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 08 Avril 2025

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²			
DA / Kg			دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	105	119	91	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	97	110	84	الطماطم	
	Oignon sec	69	76	62	البصل الجاف	
	Ail sec	646	720	572	الثوم الجاف	
	Carotte	79	88	69	الجزر	
	Navet	102	113	91	لفت	
	Choux fleur	111	121	102	قرنبيط	
	Choux	102	113	91	الكرنب	
	Courgette	95	107	83	الكوسة	
	Haricot vert	303	329	278	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	107	119	94	الخس	
Fruits frais	Orange	100	130	70	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	110	135	85	الليمون	
	Pomme locale	524	651	398	التفاح المحلي	
	Datte	534	669	398	التمر	
	Banane	529	553	505	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1761	1892	1629	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	389	401	376	الدجاج	
	Œufs (Unité)	16	17	14	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,00	-0,91	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	670	938 000,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	-1,39	3,07	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 200,00	NC	0,00	0,23	-3,08	11,57	5,68	0	0,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,70	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-7,24	2,03	-	0	0,00

DÉPLOIEMENT DE LA 5G

Le Président de la République donne son feu vert

L'Algérie fait un pas décisif dans le domaine des télécommunications avec l'approbation du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le déploiement de la 5G, en ordonnant un approfondissement des études relatives à cette technologie et soulignant ainsi l'importance d'une préparation rigoureuse pour ce projet d'envergure.

Par Sirine R/Agence

En effet, le Président de la République a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres tenue lundi dernier, un approfondissement des études relatives au réseau mobile de cinquième génération (5G). Cette décision stratégique souligne l'engagement des hautes autorités du pays à assurer un déploiement de la 5G qui soit non seulement technologiquement avancé mais également viable et bénéfique économiquement pour le pays. L'objectif principal est de garantir que l'opération soit "intégrée et efficace selon tous les critères technologiques et financiers", comme l'a précisé le communiqué du Conseil des ministres.

Dans cette optique, la démarche vise à tirer le meilleur parti des avantages de la 5G sur le développement et l'accompagnement du système économique national tout en offrant aux citoyens les meilleurs services technologiques disponibles. Cette annonce fait suite à une communication lors de la réunion du gouvernement du 19 mars 2025, qui avait déjà mis en avant les préparatifs du projet de lancement des réseaux mobiles 5G. A cette occasion, le rôle de la 5G avait été souligné comme «un levier clé du développement économique et industriel en Algérie», capable d'améliorer significativement l'accès aux services publics numériques et d'accélérer la transformation numérique du pays. Ainsi, l'arrivée prochaine de la 5G en Algérie est considérée comme une véritable révolution technologique. Avec ses débits ultra-rapides, sa latence réduite et sa capacité de connectivité de

masse, elle représente une avancée majeure pour les infrastructures numériques. La 5G est appelée à ouvrir la voie à des applications stratégiques novatrices dans des secteurs vitaux, tels que l'agriculture, l'industrie, la santé, le transport et l'enseignement. Dans cette perspective, l'adoption de la 5G est considérée comme un moteur essentiel pour positionner l'Algérie comme un hub régional dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. En effet, elle devrait stimuler l'économie nationale et l'innovation, notamment dans des domaines tels que l'Internet des Objets (IoT), l'Intelligence Artificielle (IA) et les villes intelligentes. De plus, le déploiement de la 5G est également attendu pour créer de nouvelles opportunités d'emploi, renforcer l'infrastructure numérique existante, améliorer la compétitivité industrielle et répondre à la demande croissante de connectivité. Pour garantir une transition réussie, le déploiement de la 5G se fera de «manière progressive», assurant ainsi «la pérennité financière des opérateurs et optimisant les coûts liés aux investissements nécessaires» pour cette transition technologique majeure.

Des défis à relever

Selon l'économiste, Abderrahmane Hadeff, la 5G est perçue, sur le plan économique, comme un levier stratégique pour la transformation des industries. «la 5 G favorise l'automatisation des usines, améliore les performances des réseaux logistiques et permet de nouveaux services dans des secteurs comme la santé, l'éducation ou l'agri-

culture de précision. Dans de nombreux pays, son déploiement s'accompagne d'une transformation numérique en profondeur, avec des investissements massifs dans l'intelligence artificielle, le cloud computing et l'Internet des objets», détaille-t-il. Par ailleurs, l'expert a fait savoir que plusieurs défis restent à relever par l'Algérie avant un déploiement effectif. L'un des principaux obstacles concerne l'infrastructure, qui nécessite des investissements importants pour moderniser le réseau existant et adapter les équipements, dira-t-il, ajoutant la nécessité de mettre en place un cadre réglementaire attractif pour les opérateurs et les investisseurs afin de favoriser l'adoption de cette nouvelle technologie. Un autre enjeu majeur, ajoute-t-il, concerne la gestion des fréquences nécessaires au fonctionnement de la 5G. L'Algérie doit ainsi planifier une allocation efficace du spectre radioélectrique, tout en veillant à assurer une transition fluide avec les réseaux existants. La question de la souveraineté numérique et de la sécurisation des infrastructures doit également être prise en compte, dans un contexte où la 5G devient un enjeu stratégique à l'échelle mondiale. «Si ces défis sont relevés avec une approche cohérente et une vision à long terme, la 5G pourrait jouer un rôle clé dans le développement économique de l'Algérie. Elle permettrait d'accélérer la digitalisation des entreprises, d'attirer de nouveaux investissements et de créer des opportunités dans des secteurs stratégiques. L'enjeu est donc de taille, mais le potentiel est immense pour faire de la 5G un véritable moteur de transformation économique», conclu-t-il.

CONSEIL DES MINISTRES

Importance du RGA pour une prise de décision optimale et la modernisation du secteur

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a souligné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée, hier lundi, l'importance capitale du Recensement général de l'agriculture (RGA) pour une prise de décision optimale, la modernisation du secteur et le renforcement de son rôle stratégique dans la sécurité alimentaire.

Le président de la République a précisé que «ce recensement revêt une importance capitale pour une prise de décision optimale, la modernisation du secteur de l'agriculture et le renforcement de son rôle stratégique dans la réalisation de la sécurité alimentaire», indique un communiqué du Conseil des ministres.

A ce propos, le président de la République a enjoint au ministre de l'Agriculture d'«approfondir le recensement de l'ensemble de la production agricole nationale, toutes filières confondues, y compris les têtes de bétail par catégorie et leur répartition au niveau national, le taux de progression des périmètres irrigués et le nombre d'arbres fruitiers par variété, notamment les oliviers et les palmiers à travers le territoire national», selon la même source. Par ailleurs, après débat et approbation, par le Conseil des ministres, du projet de loi relatif aux wakfs, le président de la République a ordonné l'adoption des mécanismes de numérisation dans toutes les phases du recensement relatif au secteur des affaires religieuses, ajoute le communiqué.

R. E.

RECENSEMENT DES BIENS DE L'ÉTAT ET DES WAQFS

Un levier essentiel pour l'investissement

Par Mourad A.

L'Algérie amorce une nouvelle dynamique pour valoriser ses actifs publics et moderniser sa gouvernance économique. Dans ce cadre, le Dr Houari Tigharsi, analyste économique, a plaidé, lors de son intervention mardi sur les ondes de la Radio nationale, pour une meilleure exploitation des biens de l'État et une relance structurelle du système des waqfs, ces biens pieux à vocation sociale et économique. L'invité de la matinale de «la Chaîne I» a salué la décision du Conseil des ministres d'entamer un recensement complet du patrimoine immobilier de l'État, qui sera finalisé avant la fin de l'année. Pour Tigharsi, cette initiative est non seulement opportune, mais aussi stratégique : «Elle permettrait de poser les bases d'une base de données rigoureuse qui appuierait les réformes économiques et éclairerait la préparation de la loi de finances, pilier central des politiques publiques». En effet, de nombreux biens immobiliers publics ont été négligés ou

mal exploités par le passé, perdant ainsi leur valeur économique sans réelle contrepartie pour l'intérêt général. «Il est temps de corriger cette trajectoire en optant pour une gestion moderne, transparente et efficace», a-t-il insisté. Au cœur de son intervention, le Dr Tigharsi est revenu longuement sur le potentiel encore sous-exploité des waqfs. Ces donations à caractère religieux ou caritatif pourraient, selon lui, jouer un rôle économique bien plus important. Il a ainsi appelé à l'introduction de nouveaux outils de financement, tels que les sukuk waqfs, des obligations islamiques adossées à des projets waqfs rentables. L'objectif est double : attirer des capitaux, y compris ceux circulant dans le marché parallèle, et faire du waqf un moteur de croissance. Il a également souligné le rôle que peuvent jouer les banques islamiques dans ce processus, en proposant des produits financiers adaptés et attractifs. Pour ce faire, il a insisté sur la nécessité de simplifier les procédures d'accès au financement et de lancer des campagnes de sensibilisation pour valoriser

ce type d'investissement. Par ailleurs, Tigharsi a souligné l'importance de créer un fonds national dédié à la gestion des revenus issus des waqfs. «Les excédents pourraient être investis dans des secteurs essentiels comme la santé et l'éducation», a-t-il précisé. Il a également appelé à encourager le partenariat public-privé dans ce domaine, en mettant en place un cadre incitatif et une gouvernance renforcée. L'analyste économique n'a pas manqué de souligner l'urgence d'une numérisation complète du patrimoine immobilier national. Selon lui, cette démarche devrait être achevée avant l'élaboration de la loi de finances 2026. Elle permettrait de rationaliser les procédures administratives, de faciliter les investissements et d'améliorer la gestion des actifs publics. «La création d'un système numérique intégré, couplé à un cadre juridique clair, serait un atout majeur pour accompagner la modernisation de l'administration, alléger ses charges et renforcer son efficacité», a-t-il ajouté. Par ailleurs, sur un autre plan, Tigharsi a alerté sur la nécessité de révi-

ser les bases de données agricoles. Actuellement, seulement 10 % des terres agricoles disponibles sont exploitées. Il a appelé à une actualisation des statistiques concernant les terres irriguées et cultivées, condition sine qua non pour planifier efficacement et réduire la dépendance alimentaire, notamment en viande et en bétail. Enfin, le Dr Tigharsi a évoqué les enjeux liés à la transformation numérique. Tout en saluant le taux actuel de couverture des réseaux 3G et 4G, estimé entre 80 et 90 %, il a recommandé de renforcer les investissements dans les infrastructures et d'ouvrir davantage le marché aux opérateurs internationaux. «Le lancement de la 5G devrait faire l'objet d'études approfondies, à l'instar de la démarche méthodologique adoptée par le président de la République», a-t-il ajouté. En conclusion, Tigharsi a encouragé la signature de partenariats avec des géants mondiaux de la technologie, comme Huawei, pour soutenir cette transformation numérique et stimuler la croissance économique nationale.

EL TARF

1,5 milliards DA pour des projets de développement à Bouhadjar

Les quatre communes de la daïra de Bouhadjar, dans la wilaya d'El Tarf, ont bénéficié au titre de l'exercice 2025 d'une enveloppe financière de 1,5 milliards DA destinée au financement de projets de développement concernant divers secteurs, a indiqué lundi le chef de daïra, Mahmoud Sahbi. Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que cette enveloppe financière est destinée à mettre en œuvre la politique de l'Etat visant la consolidation du développement local et l'amélioration du cadre de vie des citoyens, notamment des communes frontalières sous la supervision du wali, Mohamed Meziane. Pas moins de 520 millions DA de cette enveloppe ont été dégagés au titre des programmes du Fonds de développement social et économique des communes et du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales pour financer des opérations d'aménagement de routes, d'amélioration de l'approvisionnement en eau potable et de renforcement des infrastructures de base dans cette daïra, a ajouté la même source. Ce montant a été réparti sur 21 opérations dont 10 (mobilisant 138 millions DA) pour la commune de Bouhadjar, 4 (110 millions DA) pour Ain Kerma, 3 (150 millions DA) pour Hammam Béni Salah et 4 (122 millions DA) pour Oued Zitoun, a-t-on précisé. Cette daïra a bénéficié également, a ajouté le même responsable, d'importants projets sectoriels dont un lycée à Bouhadjar, un centre d'enfouissement technique des déchets ménagers (CET) et la réalisation d'un tronçon du chemin de wilaya CW-111 à Hammam Béni Salah vers la wilaya de Guelma en plus d'un centre de stockage de céréales dans le cadre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune de consolidation de la sécurité alimentaire. Ces projets viennent renforcer le processus de développement local, concrétiser l'engagement de l'Etat pour le principe d'équité sociale et de limitation des inégalités entre les communes, a relevé le même responsable qui a mis l'accent sur la détermination des autorités locales à concrétiser ces projets dans les délais et conformément aux normes de qualité.

ORAN

La qualité des services de santé mise en exergue

Le Système de gestion de la qualité dans les services de santé a constitué l'axe principal des travaux d'un colloque organisé, lundi à Oran, à l'occasion de la Journée mondiale de la santé, qui coïncide avec le 7 avril, célébrée cette année sous le slogan "La santé maternelle et infantile pour une société prospère".

Dans son intervention lors de ce colloque, la chargée d'études et de synthèse au ministère de la Santé, Mme Cheraïtia Soraya, a souligné que cette Journée mondiale de la santé marquera le lancement d'une campagne nationale visant à renforcer les efforts en matière de prévention et d'amélioration de la qualité des services de santé dans le domaine de la santé maternelle et infantile, précisant que cette campagne se déroulera tout au long de l'année, avec un accent particulier sur la qualité des prestations de santé et la prévention. Elle a ajouté qu'il existe une loi spécifique sur la prévention, laquelle accorde une place importante à la santé de la mère et de l'enfant, et nous poursuivons nos efforts pour garantir la continuité de la qualité dans ce domaine". "Le secteur de la santé accorde une grande importance à la santé de la mère et de l'enfant, avec des programmes nationaux dédiés à la prise en charge de la femme enceinte, de la mère, de la femme en général, ainsi que de l'enfant, afin d'assurer la santé des générations futures", a indiqué Mme Cheraïtia. Ce colloque s'inscrit dans le cadre

de la mise en œuvre de la circulaire ministérielle visant à améliorer la qualité des services de santé, notamment ceux liés à la santé de la mère et de l'enfant, a souligné, de son côté, le directeur de la Santé et de la Population de la wilaya d'Oran, M. Hadj Betouaf. Organisée par la direction de la Santé et de la Population (DSP), en coordination avec l'Académie de formation et d'enseignement professionnels (secteur privé), cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'un programme de formation sur "les systèmes de gestion de la santé selon les normes ISO, et vise à renforcer les capacités institutionnelles et à développer les compétences des cadres et des personnels de santé dans l'application des normes internationales de qualité dans les établissements sanitaires", a fait savoir M. Betouaf. Le wali d'Oran, M. Samir Chibani, qui a présidé la cérémonie d'ouverture du colloque, a mis en avant "les efforts consentis par l'Etat dans le domaine de la santé de la mère et de l'enfant et l'importance que les pouvoirs publics accordent à l'amélioration et à la modernisation du système de santé à

travers la révision des statuts de toutes les catégories professionnelles du secteur". Le wali a également salué les acquis et les infrastructures dont a bénéficié le secteur de la santé à Oran, à la faveur de la création d'hôpitaux et d'établissements de santé dotés d'équipements modernes, suivant l'évolution enregistrée dans ce domaine, ce qui a fait d'Oran un véritable pôle sanitaire, scientifique et académique par excellence. Il a ajouté que "les pouvoir publics poursuivent leurs efforts pour moderniser les soins hospitaliers et les services de santé, en créant des pôles de soins modernes qui contribuent à alléger la pression sur les hôpitaux nationaux". A l'occasion de la Journée mondiale de la santé, une exposition a également été organisée pour mettre en valeur les différents services offerts par les structures sanitaires d'Oran, notamment dans le domaine de la santé maternelle et infantile. La wilaya d'Oran compte 131 centres de protection de l'enfance et de la maternité, qui mettent en œuvre 20 programmes nationaux dédiés à cette catégorie, rappelle-t-on.

CONSTANTINE

Le CHU Dr Benbadis se dote d'une machine de réanimation ECMO

Le Centre hospitalo-universitaire CHU Dr Benbadis de Constantine s'est doté d'une machine d'oxygénation par membrane corporelle (ECMO/extra corporeal membrane oxygenation), un équipement d'intervention médicale avancée, a-t-on appris mardi de la directrice locale de la Santé et de la Population (DSP), Lynda Boubeguir. Mettant en avant l'importance de l'ECMO - une technique de réanimation avancée, conçue particulièrement pour les patients présentant les formes les plus sévères d'insuffisance respiratoire aiguë-, la res-

pensable a indiqué que l'acquisition de cet équipement ultra moderne s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'Etat visant à promouvoir le service de santé. La machine ECMO a été acquise au profit du service de réanimation du CHU, a précisé la même source, ajoutant que la mise en place de cet équipement de circulation extracorporelle pouvant offrir une assistance cardiaque, respiratoire ou cardio-respiratoire selon les modalités techniques utilisées, est assurée et coordonnée par des équipes spécialisées en réanimation. L'ECMO est bien plus qu'une

simple technique, elle constitue un espoir pour les patients souffrant du syndrome de détresse respiratoire aiguë, a assuré la responsable, affirmant qu'il s'agit d'un "acquis" de première importance devant permettre "d'améliorer et de révolutionner" la prise en charge de cette catégorie de malades. L'extra corporelle membrane oxygénation ne représente pas seulement une solution pour les problèmes pulmonaires, puisqu'elle est également utilisée en cas de défaillance cardio-respiratoire grave (lorsque le cœur ne peut plus pomper efficacement le sang,

l'ECMO peut prendre le relais, assurant la circulation du sang dans tout le corps et l'oxygénation, comme un traitement transitoire, assistant le patient pendant que les médecins évaluent et mettent en œuvre les meilleures options thérapeutiques), a-t-on expliqué. Une vaste opération portant acquisition d'équipement médical au profit du CHU a été lancée récemment par le secteur local de la santé en vue d'améliorer la qualité du service assuré dans cet important établissement de santé, a-t-on rappelé.

TOUGGOURT

Plusieurs projets pour améliorer les prestations sanitaires

La wilaya de Tougourt a bénéficié de plusieurs projets visant à améliorer les prestations sanitaires et à renforcer les capacités de prise en charge des patients, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale de la Santé et de la population (DSP). Parmi les réalisations majeures figure le nouvel hôpital de 240 lits, situé au chef-lieu de wilaya, déjà partiellement mis en service, a indiqué le directeur du secteur, Taha Houcine Fezzai, précisant que cette structure de santé propose, dans sa première phase, des prestations couvrant

diverses spécialités, notamment la cardiologie, la néphrologie ainsi que les interventions médico-légales. Doté d'équipements de pointe, cet hôpital verra l'ouverture progressive de tous ses services dans les prochaines semaines, a-t-il ajouté. Le secteur de la santé a également été renforcé par un hôpital de 60 lits à Témachine (10 km au Sud de Tougourt). Couvrant une superficie de 40.000 m2, cette structure comprend plusieurs unités dédiées aux soins primaires et spécialisés, notamment en urgences, radiologie, gynécologie-obsté-

trique, pédiatrie et pharmacie, selon la DSP. Par ailleurs, les travaux de réalisation d'un autre établissement similaire (60 lits), lancés fin 2022 pour une enveloppe d'un (1) milliard de DA, sont en cours dans la commune de Mégarine (10 km au Nord de Tougourt). Une fois opérationnel, cet établissement disposera d'un service de pédiatrie (10 lits), de gynécologie-obstétrique (20 lits), ainsi que de réanimation, d'hémodialyse, de radiologie et d'un bloc opératoire, a-t-on fait savoir. En outre, une vingtaine de polycliniques à travers la

wilaya ont été équipées de nouveaux appareils de laboratoire, de radiologie et de chirurgie dentaire, alors que les établissements publics hospitaliers (EPH) de Tougourt, Taïbet et El-Hadjira ainsi que d'autres structures de santé de proximité ont reçu de nouveaux générateurs d'hémodialyse et 15 ambulances médicalisées. De plus, une vaste opération de réhabilitation et de numérisation des structures de proximité a été lancée dans le but d'optimiser la gestion des dossiers patients et garantir des soins de qualité, a-t-on indiqué.

Le marché pétrolier et l'OPEP+ face à une nouvelle ère énergétique et aux incertitudes géopolitiques d'un nouveau monde ?

Le prix du baril de pétrole est en train de faire face à une période d'incertitude jamais connue à ce jour pour ce qui est de son évolution à court et même à long terme. Il a d'abord atteint son plus bas niveau autour de 70 dollars depuis plusieurs semaines, puis dégringolé autour de 65 dollars, en moins de 48 heures après l'annonce des nouvelles taxes douanières par le président Trump, soit pratiquement 25 dollars de moins que son niveau de 2024.

3^e partie et fin

Par A. Attar (*)

Leur production de pétrole n'a pas cessé d'augmenter en passant d'une moyenne de 11 à 13,3 millions de barils par jour entre 2021 et 2024. La production a déjà atteint 13,5 millions de barils en février et mars 2025, et devrait passer à 13,7 millions en 2026.

Mais elle est liée essentiellement à la production à partir du schiste depuis un peu plus d'une décennie, et fait face de plus en plus à l'accroissement des coûts de production, une baisse au niveau du principal bassin producteur du Permien, dont la production de gaz est en train de dépasser celle en pétrole qui est d'environ 6 à 6,5 million de barils par jour. Une éventuelle baisse du prix du baril sur le marché sous la pression de Trump, impactera certainement aussi la production de tous les pétroles de schiste américains.

Le Président de Continental Resources, Harold Hamm, a récemment « souligné les défis auxquels sont confrontés les producteurs de schiste américains aux niveaux des prix actuels. Il a fait remarquer que de nombreux gisements luttent pour rester viables et a lancé un avertissement : Lorsque le coût de l'offre est inférieur, il n'est plus possible de forer à tout va ». Or, l'application des nouvelles barrières douanières aura un impact haussier sur les importations d'équipements et matériaux nécessaires, et par conséquent sur les coûts de production.

Au cours de la récente conférence CE-RAWeek tenue à Houston en Mars 2025, de nombreux patrons des grandes compagnies pétrolières n'ont pas hésité à faire part de leurs craintes au sujet des impacts négatifs des mesures annoncées par Trump. Ils pensaient même que les menaces de Trump ne constituaient que des discours de campagne, et que des prix à moins de 50 dollars sont bons pour les consommateurs américains mais pas pour le secteur énergétique américain.

Alors à quelles conditions la production de pétrole US et plus précisément celle du schiste, pourrait-elle poursuivre sa progression conformément à la nouvelle politique énergétique de Trump « drill baby drill » ? Est-elle à l'origine ou pourrait-elle peser sur le marché dans les années à venir pour impacter le prix

du baril vers le bas ?

A priori, tous les patrons des principales compagnies américaines rencontrées en Mars par Trump ont été unanimes et affirmé que cette production ne pourrait se maintenir qu'à un prix supérieur ou au moins égal à 60 dollars. C'est dans ces conditions que la production US pourrait poursuivre sa progression et atteindre un pic vers 2030, selon le Président de ConocoPhillips, puis se stabiliser durant plusieurs années. A priori nous sommes tentés d'affirmer par conséquent que les productions provenant des schistes sont en train de se stabiliser et souvent reculer au niveau de plusieurs bassins producteurs. On le constate par exemple à travers le nombre d'appareils de forage en activité, qui est en train de se stabiliser depuis 2023, après une hausse continue entre 2021 et 2023, liée essentiellement au prix élevé du baril durant cette période, alors qu'il est en chute depuis le mois d'Avril 2024, et que les indicateurs et paramètres actuels indiquent tous que l'offre va demeurer supérieure à la demande. Au-delà de ce constat il faut aussi se rendre à l'évidence que les USA demeurent aussi un pays dont la capacité de production en énergies renouvelables est l'une des plus importantes au monde avec une part de 31% de la capacité globale, essentiellement en solaire (10,2%) et éolien (11,7%). La part des nouvelles capacités d'énergies renouvelables toutes catégories confondues a représenté 90,5% du total rajouté en 2024, ce qui signifie que la transition énergétique aux USA est aussi une réalité. Mais qu'en sera-t-il avec la nouvelle politique du Président Trump ?

De nouveaux flux d'échanges en matière d'hydrocarbures

Il faut d'abord rappeler que depuis 2022, la superposition des impacts des paramètres géopolitiques et économiques, est en train d'entraîner une profonde modification des échanges des ressources énergétiques dans le monde, principalement pour les hydrocarbures, et c'est ce qui empêche en partie pour le moment, la chute du baril de pétrole en relation avec la sécurité d'approvisionnement des pays importateurs, alors qu'il est évident que l'offre est de plus en plus supérieure à la demande. Cette mutation a démarré avec la guerre Russo-Ukrainienne qui a d'abord entraîné une réorientation progressive des

productions d'hydrocarbures russes, surtout celles en pétrole, vers l'Asie. Pendant ce temps, l'Europe principal débouché de ces productions s'est tourné vers d'autres sources d'approvisionnement qui ont fait le bonheur des producteurs américains surtout, ainsi que du Moyen Orient et secondairement d'Afrique.

Les politiques de Trump sont à leur tour, en train de donner naissance à d'autres modifications dans les échanges commerciaux y compris pour ce qui est des exportations et importations de pétrole et de gaz naturel.

Les premiers signes issus des politiques de Trump sont déjà apparus dès le mois de Février 2025 avec les importations de la Chine en pétrole iranien, dont des livraisons d'environ un million de barils par jour n'ont pas pu être acheminés vers la Chine suite aux sanctions des pétroliers qui en assuraient le transport (flotte fantôme). La Chine a aussi mis en œuvre de son côté des droits de douanes sur les importations de gaz et pétrole US, mais aussi suspendu les importations de GNL provenant des USA pendant 40 jours (source : Kpler), tout en recherchant un approvisionnement alternatif.

Dans le cas du Venezuela, l'arrêt des activités de certaines compagnies pétrolières, déjà ordonné en ce qui concerne Chevron, ENI, et REPSOL, va entraîner une importante réduction de la production et des exportations de ce pays, dans la mesure où tout importateur de pétrole Vénézuélien se verra appliquer des tarifs douaniers de 25%. Il en est de même pour l'Iran. Il faudra donc aller chercher ce pétrole ailleurs !

Le Mexique de son côté, qui exporte un peu plus que 50% de son pétrole vers les USA, est déjà en train de rechercher de nouveaux débouchés à son pétrole en Europe et en Asie. Il en est de même pour le Canada qui est pratiquement en guerre commerciale totale avec les USA.

Il s'agit là de perturbations qui vont certainement entraîner des changements importants dans les flux des échanges à travers le monde, avec probablement des impacts sur le marché pétrolier et gazier.

Conclusion

Selon l'OPEP, la demande mondiale en pétrole en 2025 atteindra 105,2 million de B/j. soit une croissance de +1,45 mil-

lion de B/j par rapport à 2024, soutenue essentiellement par les pays non-OCDE (+1,1 million B/j), la Chine (+230.000 B/j), et l'Inde (+160.000 B/j). En 2026 la demande connaîtra une plus faible croissance d'environ +1,43 million de B/j. Les prévisions de l'AIE sont beaucoup plus pessimistes avec un accroissement de la demande de moins d'un million de B/J.

On constate cependant que la demande au cours du 1er trimestre 2025 est en recul par rapport aux prévisions, avec seulement + 1,2 million de B/j, ce qui est annonciateur des perturbations liées à tous les paramètres que nous venons de citer précédemment. On pourrait donc affirmer que le marché pétrolier est entré dans une période de volatilité qui va durer au moins jusqu'à 2026, avec une tendance à la baisse, vers un baril autour de 60 à 70 dollars, parce qu'en premier les fondamentaux du marché indiquent que l'offre va demeurer supérieure à la demande.

Tous les paramètres cités et surtout les inconnues liées aux impacts des droits de douane US sur environ 60% de leurs importations, ainsi que les différentes sanctions sur des pays producteurs de pétrole (Iran, Venezuela, Russie, etc...), vont d'abord entraîner une période d'incertitude économique jamais vécue auparavant, pouvant entraîner une récession à l'échelle mondiale qui n'épargnera pas le marché pétrolier. Mais il faut garder à l'esprit que « Trump n'est pas fou », « l'Amérique non plus », et ce dernier est susceptible de modifier ses politiques du jour au lendemain comme il en a montré l'exemple avec le Canada et le Mexique. Cependant, une chose semble être sûre, le monde de demain sera différent, avec un impact important et durable des échanges commerciaux, et par voie de conséquence un marché pétrolier qui va demeurer volatile (comme Trump) au cours des années à venir.

Il est même probable selon certains analystes que Trump se contente d'un prix du baril entre 50 et 60 dollars « en imputant la responsabilité de la hausse des prix à l'OPEP+ », ce qui annonce une confrontation avec l'OPEP+ dans la durée, si la cohésion en son sein est préservée, étant finalement le seul rempart en face de Trump, avec sa part de 60% de la production pétrolière mondiale.

(*) Expert en énergie, ancien ministre de l'énergie
Source : Energymagazinedz.com, le 5 avril 2025

ARABIE SAOUDITE

Un programme pour renforcer les compétences technologiques des dirigeants saoudiens

D'après l'agence de presse saoudienne, la TuwaiqAcademy a lancé le programme Future Tech Leaders, un cours de six mois conçu pour améliorer les compétences techniques des professionnels occupant des postes de direction. Parrainé par le Programme national de développement technologique et le ministère des Communications et des Technologies de l'information, ce programme est mené en partenariat avec l'université de Californie à Berkeley. Il utilise une approche d'apprentissage pratique pour doter les PDG et les responsables informatiques des compétences nécessaires pour suivre le rythme des technologies émergentes, d'après la SPA. Le programme d'études couvre des domaines clés tels que l'intelligence artificielle, la science des données, la cybersécurité et la transformation numérique, des domaines de plus en plus demandés. La TuwaiqAcademy cherche à développer un leadership national dans les technologies modernes grâce à des programmes professionnels et à des bootcamps. Elle s'associe à des leaders mondiaux tels qu'Apple, Meta, Microsoft et l'université Stanford pour former des professionnels qualifiés dans divers secteurs. L'académie propose également des programmes supplémentaires pour différents groupes d'âge, disponibles sur le site tuwaiq.edu.sa. Cette initiative vise à combler l'écart entre l'évolution rapide des technologies modernes et les besoins du marché du travail.

MAURITANIE

Rencontre entre acteurs économiques tchèques et mauritaniens

La salle de réunion de l'Union nationale du Patronat Mauritanien a abrité lundi soir une rencontre entre plusieurs acteurs économiques de la République tchèque et leurs homologues mauritaniens, dans le cadre des activités de la visite du Président tchèque en Mauritanie.

Dans son discours d'ouverture, le Président de l'Union nationale du Patronat mauritanien, M. Mohamed Zeine El AbidineOuld Cheikh Ahmed, a souligné l'importance de cette rencontre pour le secteur privé mauritanien et son intérêt pour le développement du partenariat avec la Confédération de l'Industrie de la République tchèque. Pour M. Zeine El AbidineOuld Cheikh Ahmed, « L'Union nationale du Patronat mauritanien souhaite que ce partenariat se développe rapidement entre les deux institutions opérant dans les deux pays aux capacités et aux potentialités prometteuses. La Mauritanie dispose d'un potentiel important dans les domaines de l'énergie (notamment le gaz, le solaire, l'éolien et l'hydrogène vert), de l'agriculture et de l'industrie. Notre pays est un point de rencontre naturel entre l'Afrique de l'Ouest et le Maghreb, ce qui en fait un lieu stratégique pour le commerce et l'investissement ». Le Président de la Fédération a souligné l'intérêt personnel et continu de Son Excellence le Président de la République pour la stimulation de l'investissement dans notre pays, qui se manifeste clairement par sa présidence active chaque année- au Conseil supérieur de l'investissement. Ce geste politique fort traduit une volonté claire, au plus haut niveau de l'État, de faire de l'investissement, tant local qu'étranger, un levier stratégique du développement

économique. Il a ajouté que cette volonté présidentielle s'est accompagnée de grands efforts pour moderniser le cadre juridique et réglementaire afin d'assurer la protection, la sécurité et la rentabilité des investissements dans notre pays à travers la promulgation d'une loi moderne sur l'investissement qui contient de nombreuses incitations, ainsi que des cadres juridiques pour les secteurs de l'électricité et de l'hydrogène, garantissant la stabilité, la transparence et l'attractivité. Il a rappelé que l'Union croit en des partenariats solides, durables et mutuellement bénéfiques. Les investisseurs tchèques seront donc les bienvenus et l'Union nationale du patronat mauritanien s'engage à les accompagner et à faciliter toutes leurs démarches. Nous espérons que le protocole d'accord signé entre nos deux organisations sera une feuille de route pour faire avancer notre partenariat. Enfin, le Président de la Fédération a salué les efforts de Son Excellence l'ambassadeur de Mauritanie en République tchèque pour les efforts considérables qu'il a déployés pour parvenir à cette réunion, en particulier pour son rôle dans le développement du secteur privé mauritanien par le biais de partenariats avec certains acteurs européens. S.E.M. l'Ambassadeur de Mauritanie en République tchèque, Dr Kane Boubacar, a remercié l'Union nationale pour cette rencontre avec les acteurs tchèques, soulignant

qu'il a passé jusqu'à présent deux ans en République tchèque et qu'il travaille au renforcement des relations entre la Mauritanie et la République tchèque, rappelant que les visites et les liens entre les deux pays ont culminé aujourd'hui avec la visite du Président tchèque, qui était accompagné d'une délégation d'hommes d'affaires tchèques pour discuter aujourd'hui avec ses homologues mauritaniens des perspectives de coopération et d'établissement de partenariats fructueux pour les deux parties. Avant de laisser la parole à chacun des représentants des entreprises tchèques pour parler d'eux-mêmes et de leur domaine d'activité, leu vice-président de la Confédération de l'Industrie de la République tchèque, M. RadekSpicar, a indiqué qu'il est venu en Mauritanie avec le président tchèque accompagné d'un groupe d'acteurs économiques de la République tchèque travaillant dans divers domaines et qui sont prêts à travailler avec leurs homologues mauritaniens pour faire avancer les relations entre les deux pays. Des membres de la délégation de la Confédération tchèque de l'industrie doivent rencontrer leurs homologues de l'Union nationale des employeurs mauritaniens afin d'explorer les possibilités d'établir des liens de partenariat susceptibles d'évoluer vers des domaines plus larges tels que la création de partenariats ou d'autres accords.

TUNISIE

La Corée du Sud allouera 13 millions \$ en soutien à la résilience climatique

Les pays d'Afrique du Nord sont confrontés à une sécheresse persistante qui dure depuis plus de six ans. Si la Tunisie est l'un des pays les moins touchés cette année, ce phénomène climatique n'en demeure pas moins une menace et un défi majeur pour le développement de son secteur agricole. En Tunisie, l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA) prévoit de

lancer en 2026 un projet de cinq ans axé sur l'agriculture intelligente face au climat, en partenariat avec le ministère de l'Agriculture. C'est ce qu'a révélé Mohamed Hassan, chargé des projets au sein de l'organisation, le samedi 5 avril dernier. Selon les informations relayées par les médias locaux, ce projet doté d'un budget de 13,5 millions \$ financé par un don de la KOICA, vise à améliorer la produc-

tivité des grandes cultures et de l'olivier, ainsi que la résilience du secteur agricole face au changement climatique. D'après M. Hassan, il s'agira concrètement d'identifier des solutions adaptées au contexte tunisien pour les besoins d'irrigation et l'amélioration des semences. Les interventions porteront également sur l'investissement dans la recherche pour optimiser les conditions de pro-

duction des cultures stratégiques ciblées. Dans le cadre de cette initiative, des sites pilotes ont été identifiés dans les fermes de l'Office des terres domaniales (OTD) situées dans les gouvernorats de Nabeul, Kairouan et Béja. Globalement, la réalisation de ce projet devrait contribuer à renforcer le système agricole en Tunisie et parallèlement à la sécurité alimentaire, d'autant plus qu'il

cible les grandes cultures, parmi lesquelles figurent les céréales. Il faut rappeler qu'en raison de la sécheresse, la Tunisie a produit environ 300 000 tonnes de céréales en 2023, signant ainsi sa pire récolte des cinq dernières années. Selon les données compilées par l'Office des céréales, le pays d'Afrique du Nord a produit en moyenne 637 000 tonnes de céréales entre 2020 et 2024.

EMIRATS ARABES UNIS

Carrefour renouvelle son contrat de franchise avec le groupe emirati Majid Al Futtaim

Le distributeur Carrefour a annoncé jeudi renouveler son contrat de franchise avec le groupe emirati Majid Al Futtaim, instauré il y a plus de trente ans, selon un communiqué. Le renouvellement de ce partenariat "historique, qui dure depuis plus de trente ans", s'opère via la filiale Carrefour Partenariat International. "Il représente un axe fort du développement de la franchise à l'international pour le groupe" et "concerne au-

jourd'hui plus de 400 magasins dans 20 pays, et couvre une large zone géographique, allant du Moyen Orient à l'Egypte, en passant par l'Afrique de l'Est et la Géorgie", est-il précisé. "Ce partenariat a joué un rôle clé dans l'expansion de l'enseigne Carrefour avec tous ses formats dans la région, contribuant à sa forte croissance avec de nouveaux projets de développement dès 2026. Ce renouvellement stratégique vient renforcer l'engagement de Carrefour dans ces pays, en

contribuant notamment à la création d'emplois et au développement des filières locales", poursuit le communiqué. "Ce succès témoigne de la force de notre modèle de franchise et participe au fort développement de l'enseigne à l'international dans le cadre du Plan Carrefour 2026, avec nos partenaires historiques comme dans de nouvelles géographies", a estimé Patrick Lafargues, directeur exécutif de Carrefour Partenariat International, cité

dans le communiqué. Carrefour indique que dans le cadre de son plan stratégique à horizon 2026, il se fixe l'objectif d'ouvrir 10 nouveaux marchés, principalement en Afrique, au Moyen-Orient, et en Asie. Le distributeur et son franchisé avaient diligenté des audits sur le sujet. Carrefour avait assuré que de "premières investigations n'ont pas confirmé les éléments désignés par l'alerte d'Amnesty mais ont révélé d'autres problèmes".

GABON

Les transactions financières via le mobile money en hausse au 4^e trimestre 2024

Les résultats ont été obtenus grâce aux données des principaux opérateurs de mobile money du pays que sont Airtel Gabon, MoovAfrica et Gabon Telecom. Ils sont principalement attribués à l'élargissement simultané de l'offre de services financiers, tant au niveau national, régional qu'international.

Le secteur de la monnaie électronique au Gabon a enregistré une progression au cours du quatrième trimestre 2024. Selon les dernières statistiques du ministère gabonais de l'Economie, les transactions financières via mobile money ont augmenté de 1,2% au cours de cette période contre 0,1% observée au trimestre précédent. Bien que les valeurs exactes de cette progression ne soient pas précisées, cette évolution est principalement attribuée à l'élargissement simultané de l'offre de services financiers, tant au niveau national, régional qu'international. Les différentes catégories de transactions ont montré des tendances diverses au cours de cette période. En particulier, les opérations de dépôt ont connu une hausse de 2,1%, tandis que les retraits ont progressé de 0,7%. Cependant, en glissement

annuel les dépôts et les retraits sont en baisse. Du côté des paiements de biens et services marchands, une consolidation de 1,1% a été enregistrée au quatrième trimestre. Les transferts tant nationaux qu'internationaux ont montré des signes de solidité, avec des hausses respectives de 2,8% pour les transferts nationaux et de 4,4% pour les transferts internationaux, par rapport au troisième trimestre 2024. Un point notable au cours de cette période est l'augmentation de 20% des transferts hors zone CEMAC, soutenue par l'utilisation accrue des cartes mobile money. Ce qui témoigne d'une dynamique croissante des connexions financières au-delà de la région CEMAC. Aussi, le nombre total de comptes de paiement en monnaie électronique atteint 4,5 millions à fin décembre 2024, marquant

une hausse de 2% par rapport aux 4,4 millions enregistrés en septembre 2024. En comparaison annuelle, le nombre total de comptes électroniques a enregistré une hausse de 27%. Des chiffres qui illustrent un accès croissant des populations aux services financiers numériques. Ces performances ont favorisé l'augmentation du chiffre d'affaires des activités de mobile money, dont l'indice a progressé de 1,3% par rapport au trimestre précédent, qui avait enregistré une baisse de 1,7%. Cette tendance générale à la hausse est observée dans un contexte où le gouvernement gabonais mène des discussions avec les établissements de paiement, en vue d'étendre le système de collecte des impôts via mobile money. L'initiative vise à élargir l'assiette fiscale en captant des transactions qui échappent traditionnellement au système fiscal classique.

SÉNÉGAL

Un plan de 466 millions \$ pour la résilience climatique du secteur agricole

Au Sénégal, comme dans la majorité des pays d'Afrique, le changement climatique représente un sérieux défi pour les systèmes agricoles et alimentaires. Entre épisodes de sécheresse et inondations aléatoires, le gouvernement souhaite améliorer la résilience de l'appareil productif face à ces chocs climatiques. Au Sénégal, le Plan national d'adaptation de l'agriculture au changement climatique a été approuvé le jeudi 3 avril dernier par un collège d'experts en agriculture et en environnement. Selon les autorités, cette nouvelle stratégie visant à renforcer la résilience du système agricole du pays face aux

effets du changement climatique devrait mobiliser un financement total de 280,6 milliards de francs CFA (466 millions \$) pour son implémentation. « Le plan se décline en trois axes stratégiques intégrant quatre programmes et neuf projets concrets visant à renforcer la résilience du secteur. Il vise l'amélioration de la résilience de la base productive, le développement durable des chaînes de valeur agricoles et la promotion de la recherche ainsi que la gestion des risques climatiques », a expliqué Mabouba Diagne (photo), ministre de l'Agriculture, dans des déclarations rapportées par l'Agence de presse sénégalaise (APS).

Pour l'heure, les détails supplémentaires concernant la mise en œuvre des programmes et projets prévus ainsi que la mobilisation du financement n'ont pas encore été révélés. Toutefois, cette initiative illustre la volonté du gouvernement de renforcer la résilience du secteur agricole face aux chocs climatiques. Cette annonce s'inscrit dans un contexte où le pays a été confronté en 2024 à des épisodes d'inondations sans précédent. Selon l'Institut de recherche et de développement du Sénégal, le volume des précipitations enregistrées en 2024 a dépassé de 30 % la norme saisonnière, occasionnant des inondations qui auraient touché plus de 16 000 hectares de terres agricoles.

En dehors de la menace que représentent les inondations, le Sénégal est également exposé à des risques de sécheresse, d'autant plus que l'agriculture dépend fortement de la pluviométrie. Selon les données du Partenariat mondial de recherche agricole (CGIAR), seulement 7 % des terres cultivées dans le pays sont irriguées. Au Sénégal, le secteur agricole contribue à hauteur de 17 % au PIB et emploie environ 26 % de la population active.

KENYA

Les banques demandent une baisse du taux directeur malgré des profits record

Les banques kényanes pratiquent un taux moyen de 16,44% sur les crédits, bien supérieur aux 6,81% de moyenne au sein de l'UEMOA. Cette situation a contribué à la chute du crédit au secteur privé, à son plus bas niveau en 22 ans et à un niveau de créances douteuses de 16,5%. Les PME sont particulièrement touchées avec 60% des demandes rejetées. Les banques commerciales kényanes ont demandé à la Banque centrale du Kenya (CBK) de réduire davantage son taux directeur, actuellement à 10,75%, alors que leurs bénéfices ont augmenté de 11,58% en 2024, atteignant 262 milliards de shillings kényans (2,02 milliards dollars). La CBK a déjà abaissé son taux de référence

de 2,25 points de pourcentage depuis août 2024, où il s'établissait à 13%. L'Association des banques du Kenya justifie cette demande par la stabilité de l'inflation et du taux de change, ainsi que par la nécessité de stimuler le crédit au secteur privé. Aussi, les banques commerciales expliquent que l'économie kényane devrait croître de 5,4% en 2025, selon le ministère des Finances et le FMI ; ce qui nécessite plus de crédits à l'économie. Le fait est que le système bancaire kényan présente des défis structurels liés au cadre de tarification, qui est basé sur le risque. Dans ce contexte, pour que les taux directeurs de la Banque centrale produisent des effets, ils doivent être suffisamment impactant. Ainsi, cinq des 38 banques

opérant au Kenya ont répercuté les baisses précédentes de la CBK sur leurs taux de prêt, tandis que 14 établissements les ont plutôt augmentés. Le taux moyen de prêt s'établit à 16,44% en février 2025 contre 17,22% en novembre 2024. Cette situation contraste avec celle de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) par exemple, où le taux débiteur moyen des banques commerciales s'établissait à 6,81% en janvier 2025, selon la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). L'écart de près de 10 points de pourcentage entre les taux kényans et ceux de l'UEMOA illustre les disparités régionales en matière d'accès au crédit en Afrique. Le crédit au secteur

privé au Kenya a chuté à son niveau le plus bas en 22 ans, les coûts d'emprunt élevés excluant de nombreux emprunteurs potentiels. Cette contraction a contribué à l'augmentation du risque de crédit, avec un ratio de prêts non performants atteignant 16,5% en décembre 2024, après avoir culminé à 16,7% en août, le niveau le plus élevé observé depuis près de deux décennies. Les PME sont particulièrement affectées, avec 60% des demandes de crédit refusées, principalement en raison des exigences de garanties insuffisantes. Une étude montre que 75% des PME considèrent l'accès au crédit comme prioritaire, 40% cherchant un financement pour l'expansion et 21% pour les opérations quotidiennes.

POUR ATTEINDRE 1500 MW DE CAPACITÉ D'ICI 2030 La République du Congo mise sur le renouvelable

La République du Congo ambitionne de doubler sa capacité de production électrique d'ici 2030. Un objectif qui passe par le développement des énergies renouvelables, et un appui accru des partenaires techniques et financiers. La République du Congo prévoit d'atteindre une capacité installée de 1500 MW d'ici 2030. L'annonce a été faite à l'occasion du Congo Energy& Investment Forum organisé à Brazzaville du 24 au 26 mars 2025. Présent lors du forum, M. Émile Ouosso, ministre congolais de l'Énergie et de l'Eau, a déclaré que « cette initiative vise à améliorer l'accès à l'électricité pour les six millions de citoyens du pays et à soutenir la croissance industrielle ». Pour atteindre cet objectif, le pays mise particulièrement sur le développement de ses ressources énergétiques renouvelables. Le Congo dispose en effet d'un potentiel hydroélectrique estimé à 27 000 MW, dont une faible part est actuellement exploitée. Plusieurs projets hydroélectriques totalisant 4000 MW sont ainsi identifiés dans la région de Brazzaville. Outre l'hydroélectricité, le pays mise également sur son potentiel solaire. Un projet de 50 MW est en cours de préparation avec la société AMEA Power. En complément, le groupe chinois Wing Wah développe une centrale thermique à gaz de 400 MW, dont 200 MW seront injectés dans le réseau national. Le Congo peut par ailleurs compter sur la collaboration avec des institutions financières comme la Banque mondiale pour accompagner des investissements dans les énergies propres, notamment dans le cadre de l'initiative Mission300. « Notre ressource énergétique la plus précieuse est l'eau. Avec des investissements appropriés, nous pouvons libérer ce potentiel pour produire plus d'électricité, favoriser l'industrialisation et électrifier les communautés rurales » a déclaré M. Ouosso. Malgré ce fort potentiel hydroélectrique, le pays reste dépendant des énergies fossiles. Selon l'Agence internationale de l'énergie, le gaz naturel représentait 72% de la production électrique en 2022, qui au total était de 5013 GWh. Toujours selon l'AIE, le secteur électrique est responsable de 67% des émissions d'origine énergétique du pays. Dans ce contexte, l'objectif de 1500 MW installé, s'il est atteint, pourrait marquer un tournant vers un mix plus diversifié et moins carboné, qui garantirait un accès plus large à une électricité fiable et propre dans un pays où environ la moitié de la population n'a pas accès à l'électricité selon les données récentes de la Banque mondiale.

CAC40

Tente un rebond après le chaos des dernières séances

Après avoir cédé plus de 12% au cours des quatre dernières séances, le Bourse de Paris tente un rebond ce matin et s'arroge près de 1,4%, autour des 7025 points, tirée par Thales (+5,2%), Safran (+4%) et Schneider Electric (+3,3%).

Ce rebond qui se dessine succède à celui de Wall Street, qui a opéré lundi un retournement spectaculaire à l'issue d'une séance particulièrement volatile: le Nasdaq a réussi à clôturer en hausse de 0,1% après avoir perdu jusqu'à 5,2% en début de séance. Le retournement de tendance a été favorisé par la perspective de discussions entre les Etats-Unis et ses partenaires commerciaux malgré le traumatisme provoqué la semaine passée par l'annonce des droits de douane dits 'réciproques' de Donald Trump. Lors d'une interview accordée au journaliste trumpiste Tucker Carlson sur X, le secrétaire au Trésor Scott Bessent a déclaré que l'administration états-unienne était ouverte à des négociations afin d'alléger les barrières commerciales. Dans une note publiée lundi, les stratégies de Deutsche Bank estimaient que le pic d'incertitude sur les marchés boursiers européens pouvait avoir été atteint. 'Nous pensons que de moins en moins d'inconnues vont se matérialiser et que les surprises déjà apparues sont désormais bien intégrées dans les niveaux de volatilité existants', souligne la banque allemande. Chez Panmure Liberum, on fait valoir que les valorisations des actions européennes sont re-devenues extrêmement attractives après leur

décrochage des derniers jours. 'Dans le passé, les points de départs actuels en termes de valorisations ont été à l'origine de hausses à deux chiffres durant les trois à dix ans ayant suivi', rappelle le bureau d'études. Les valeurs les plus affectés par le regain de tensions commerciales, dans les matériaux de base, la technologie ou encore les banques pourraient bien afficher les plus fortes progressions ce jeudi. Autre élément incitant à l'optimisme, le moral des marchés s'est amélioré avec la perspective d'une éventuelle intervention de la Fed dans l'environnement économique difficile actuel. Même en l'absence de récession, les analystes de Goldman Sachs disent tabler sur trois baisses de taux consécutives de 25 points de base de la part de la Réserve fédérale, et ce dès le mois de juin. L'apaisement des tensions sur le commerce qui relance l'appétit pour les actifs risqués contribue entre autres à la remontée des rendements obligataires. Le rendement des Treasuries à 10 ans remonte vers 4.16%, après être passé sous la barre des 4% vendredi, sur des informations faisant état de la vente de 50 milliards de dollars de T-Bonds par la Chine en guise de représailles à la hausse des tarifs douaniers touchant ses exportations.

Sur le marché des changes, le dollar continue de bien résister à l'onde de choc des droits de douane, ce qui n'empêche pas l'euro de grappiller 0.3% face au billet vert, à 1.094\$. Le baril de Brent s'échange contre 64.3\$ à Londres (-0.1%). Dans l'actualité des sociétés tricolores, Getlink, la maison-mère d'Eurotunnel, indique que LeShuttle a transporté 122.419 véhicules de tourisme en mars, soit une baisse de 16% en comparaison annuelle, en raison du décalage du week-end de Pâques et des vacances scolaires britanniques en avril cette année.

Viridien annonce avoir remporté un contrat auprès du Groupement Hassi Bir Rekaiz, consortium de Sonatrach et PTTEP, pour réimager deux jeux de données sismiques 3D d'une superficie totale de 2.400 km² dans la concession de Hassi Bir Rekaiz, dans l'est de l'Algérie. Enfin, Bouygues indique que l'Hôpital Universitaire de Hradec Králové a confié au groupe ment mené par VCES, filiale de Bouygues Construction en République Tchèque, la modernisation de ses infrastructures chirurgicales.

La Bourse de Tokyo rebondit de 6% après un lundi noir

La Bourse de Tokyo rebondit de 6% lundi, reprenant son souffle après sa dégringolade de 8% la veille face à l'offensive douanière américaine, dopée par la reprise des valeurs tech, et rassurée par la perspective de négociations entre le Japon et les Etats-Unis. A Tokyo vers 00H40 GMT, l'indice vedette Nikkei progressait de 6,13% à 33.041, tandis que l'indice élargi Topix grimpait de 6,54% à 2.438 points. L'indice Nikkei avait dégringolé de 7,82% lundi, à l'unisson d'une débâcle des Bourses asiatiques, paniquées par l'impact économique des droits de douane imposés par le président américain Donald Trump. A la Bourse de Séoul, l'indice Kospi ga-

gnait 1,72% mardi une demi-heure après l'ouverture. La Bourse de Sydney montait de 1,21%. Les marchés hongkongais et taïwanais, non encore ouverts, pourraient également se ressaisir après leur "lundi noir". La Bourse de Hong Kong avait fini lundi en baisse de 13,22%, soit sa plus forte chute depuis la crise boursière asiatique de 1997. Celle de Taïwan a déviissé de 9,7% en clôture, du jamais vu depuis sa création en 1967. Certes, les risques liés à l'escalade d'une guerre commerciale tous azimuts persistent, Donald Trump menaçant de gonfler encore les droits sur les produits chinois si Pékin riposte à son offensive douanière.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 08 Avril 2025 Valeur : 10 Avril 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.5755	133.5905
1	EUR	EURO	146.1450	146.1881
1	GBP	POUND STERLING	170.3986	170.4395
100	JPY	JAPANESE YEN	90.8059	90.8346
1	CNY	CHINESE YUAN	18.2097	18.2125
1	CHF	SWISS FRANC	155.5736	155.6999
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.1601	94.2039
1	DKK	DANISH KRONE	19.5775	19.5823
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.3212	13.3267
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.1872	12.1951
1	AED	UAE DIRHAM	36.3639	36.3729
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.5803	35.5881
1	KWD	KUWAITI DINAR	433.8275	434.0172
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.1451	43.5788
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.0137	14.0152
1	LYD	LIBYAN DINAR	24.0261	24.1491
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3453	3.3557
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.1430	178.1430

Les marchés mondiaux, malmenés, rebondissent, mais l’ambiance reste fragile

Les marchés mondiaux ont bénéficié d'un répit mardi après trois jours de ventes massives qui ont effacé des milliers de milliards de dollars de la valeur des actions, mais l'ambiance est restée prudente, l'accent étant mis sur la possibilité que Washington négocie sur certains de ses tarifs douaniers agressifs. Les actions asiatiques ont rebondi sur leurs plus bas niveaux depuis un an et demi, les actions européennes ont ouvert en hausse et les contrats à terme sur les actions américaines ESc1 ont indiqué une ouverture positive pour Wall Street, où les actions sont tombées à leur plus bas niveau depuis plus d'un an lundi, avant de se stabiliser. Les rendements du Trésor américain à 10 ans sont restés stables après avoir enregistré lundi leur plus forte hausse en un jour depuis un an, et le dollar, qui a été mis à mal par la crise des tarifs douaniers, est resté faible par rapport aux autres grandes monnaies. "L'humeur est un peu plus joyeuse, du moins si l'on considère certains marchés tels que le Japon, qui pourrait être une priorité pour l'accord

commercial, mais il y a beaucoup d'incertitude", a déclaré Chris Sci-cluna, responsable de la recherche économique chez Daiwa Capital Markets à Londres.

Les marchés pourraient continuer à être extrêmement volatils

L'indice boursier japonais Nikkei a clôturé en hausse de 6 %, le secrétaire au Trésor Scott Bessent ayant été chargé de mener les négociations commerciales avec Tokyo. En Europe, les actions sont remontées de leurs plus bas de 14 mois et les marchés de Londres, Paris et Francfort ont augmenté de plus de 1 % chacun, tandis que le pétrole s'est maintenu au-dessus des plus bas de quatre ans atteints lundi. "Il est important de noter qu'un petit rayon de soleil commence à émerger, donnant l'espoir que les États-Unis sont réellement ouverts aux négociations commerciales, (avec), la plus importante étant celle du Japon avec le secrétaire au Trésor Bessent", a déclaré Tapas Strickland, responsable de l'économie de marché à la National Australia Bank.

Fragile Mais moins d'une semaine après que le président américain Donald Trump a déclenché de vastes tarifs douaniers réciproques qui ont fait chavirer les marchés mondiaux, l'ambiance est restée fragile. L'indice de volatilité des actions, souvent appelé la jauge de la peur de Wall Street, est resté élevé à environ 44 points - bien qu'il soit inférieur au pic de lundi juste au-dessus de 60. Les marchés chinois n'ont connu qu'une hausse modeste après que les fonds souverains du pays sont intervenus pour acheter des actions. L'indice de référence taïwanais, dépendant des exportations de puces, a chuté de 5%, un jour après avoir subi la pire chute jamais enregistrée. Les actions thaïlandaises .SETI ont chuté de près de 6% dans le cadre de ventes de rattrapage après un jour férié lundi, tandis que l'Indonésie .JKSE est chiffré d'affaires d'un congé d'une semaine avec des pertes de 9%. Le yuan chinois CNH=D3 a chuté à 7,3677 pour un dollar sur le marché offshore, le plus

faible en deux mois, avant de rebondir pour être légèrement plus fort que la clôture de lundi à 7,3393. L'incertitude accrue sur les marchés n'a pas été aidée par les titres changeants sur le commerce, les investisseurs cherchant un répit dans la forte volatilité du marché. M. Trump s'est également montré ferme à l'égard de la Chine, promettant des prélèvements supplémentaires de 50 % si Pékin ne retire pas ses droits de douane en représailles sur les États-Unis. Pékin a déclaré mardi qu'elle n'accepterait jamais la "nature de chantage " des menaces tarifaires américaines. La Commission européenne a déclaré lundi qu'elle avait proposé un accord tarifaire "zéro pour zéro" afin d'éviter une guerre commerciale avec les États-Unis, les ministres de l'UE ayant convenu de donner la priorité aux négociations, tout en ripostant avec des droits de douane de 25 % sur certaines importations américaines.

Frail du dollar

Les valeurs refuges que sont le yen et le franc suisse se sont maintenues à des niveaux proches de leurs plus hauts niveaux depuis six mois mardi, tandis que le dollar américain a subi de lourdes pertes. Le dollar a baissé de 0,5% à 147,08 yens . L'euro EUR=EBS a bondi de 0,3% à 1,0943 \$, et la livre sterling GBP=D3 a grimpé de 0,3% à 1,2757 \$. Le rendement du Trésor à 10 ans US10YT=RR était en baisse à Londres après avoir augmenté de 17 points de base lundi, après avoir atteint son plus bas niveau en six mois. Les analystes ont déclaré qu'un certain nombre de raisons pouvaient expliquer la forte hausse des rendements obligataires américains lundi, notamment le fait que les investisseurs vendent leurs actifs les plus liquides pour compenser les baisses enregistrées ailleurs. Mardi, les rendements des obligations d'État japonaises ont augmenté par rapport à leurs propres plus bas de plusieurs mois, le rendement à 10 ans JP10YTN=JBTC ayant augmenté de 13 points de base pour atteindre 1,24%.

ETATS UNIS

L'inquiétude grandit chez les patrons alliés de Donald Trump

Le très puissant patron de JP Morgan Chase, ou encore Bill Ackman et même Elon Musk commencent à prendre leurs distances face à la politique agressive de Donald Trump, n'hésitant pas à parler d'erreur.

La violence de l'offensive commerciale lancée par Donald Trump a surpris, même auprès de ses plus proches alliés, notamment les patrons de grandes entreprises. Car entre le risque de récession de l'économie et la panique sur les marchés, des doutes commencent à émerger. Le premier d'entre eux, Elon Musk, a perdu 4,4 milliards de dollars sur la journée de lundi, journée où Wall Street a capitulé. Sur-tout, le patron de Tesla et de X, prend ses distances. Dimanche, il avait ainsi publié sur sa plate-forme X une vieille vidéo de l'économiste libéral Milton Friedman, dans laquelle ce dernier défend le libre-échange, et donc l'élimination des barrières douanières. Elon Musk a également dit samedi espérer que l'Union européenne et les États-Unis aboutissent à une situation de droits de douane nuls entre eux. Soit tout le contraire de la politique menée par son mentor.

"Ce n'est pas pour cela que nous avons voté"

Il faut dire que la défense du libre-échange est un principe fondamental pour beaucoup d'Américains, notamment les entrepreneurs. Alors que le Wall Street Journal, la bible des hommes d'affaires, qualifie la politique de Trump de "stupide", de grands patrons américains commencent à s'inquiéter des mesures protectionnistes mises en place. "Le président est en train de perdre la confiance des dirigeants d'entreprises à travers le monde", a lancé sur X dimanche le milliardaire Bill Ackman, fondateur de Pershing Square et légende de Wall Street, qui avait soutenu le candidat républicain en novembre. "En imposant des tarifs douaniers massifs et disproportionnés à nos amis comme à nos ennemis et en lançant ainsi une guerre économique mondiale contre le monde entier, nous sommes en train de détruire la confiance dans notre pays en tant

que partenaire commercial, en tant que lieu où faire des affaires et en tant que marché où investir des capitaux", assène-t-il. "Les conséquences pour notre pays et les millions de citoyens qui l'ont soutenu – en particulier les consommateurs à faibles revenus déjà confrontés à une forte pression économique – seront extrêmement négatives. Ce n'est pas pour cela que nous avons voté", appelant Donald Trump à "dire pause" sur les droits de douane "Autrement, nous nous dirigeons vers un hiver nucléaire auto-infligé pour l'économie", prévient Bill Ackman. Le patron de la banque américaine JP Morgan Chase, Jamie Dimon, a aussi averti lundi que les droits de douane allaient "probablement augmenter l'inflation" et qu'ils ralentiraient la croissance. "Quoi que vous pensiez des raisons légitimes de mettre en place de nouvelles taxes douanières - et bien sûr, il y en a - ou de l'effet à long terme, bon ou mauvais, il va probablement y avoir des effets de court terme importants", poursuit-il.

CUIVRE, ALUMINIUM, NICKEL...

Les matières premières industrielles prises dans les turbulences de la guerre commerciale

Après une envolée les premiers mois de l'année, le cours du cuivre, étalon de la santé de l'économie mondiale, a dégringolé depuis début avril. Plongés dans l'incertitude, les investisseurs sont fébriles. Les marchés cherchent leur boussole. Comme les sociétés cotées, les matières premières industrielles n'échappent pas aux turbulences liées aux tensions géopolitiques. Pour preuve, les premiers échanges de la semaine, lundi 7 avril, ont prouvé la fébrilité des investisseurs. Le

cuivre a ouvert en chute de 7 % sur le London Metal Exchange (LME), Bourse des métaux de L'aluminium et le zinc se négociaient également à la hausse dans la matinée, alors que l'or était en baisse. Depuis la fin de janvier, alors qu'il était passé sous la barre des 9 000 dollars (8 200 euros) la tonne, il a rebondi. La première salve de taxes douanières effectivement lancée par Trump a touché les importations d'acier et d'aluminium sur le sol américain,

mais pas le métal rouge. Pressentant toutefois que cette exemption ne serait que temporaire, l'hôte de la Maison Blanche ayant fait planer de sérieuses menaces, les acheteurs américains se sont empressés de faire des emplettes de cuivre, ce qui a contribué à la revalorisation rapide de son prix. Sous la pression de cette fièvre acheteuse, il a ainsi bondi au-dessus du seuil des 9 500 dollars la tonne, et même atteint les 10 000 dollars à l'arrivée du printemps.

FRANCE

Le déficit commercial se creuse à 7,2 milliards d'euros en février

Le déficit commercial de la France s'est nettement creusé en février, à 7,2 milliards d'euros, selon les douanes, en raison d'importations en hausse et d'exportations en baisse, au moment où le président américain Donald Trump s'est lancé dans une guerre commerciale avec ses principaux partenaires commerciaux. Le déficit commercial a augmenté de 1,1 milliard d'euros en février par rapport à janvier, dont le chiffre a été revu à la hausse (6,1 milliards d'euros), mon-

trent les statistiques françaises. Les exportations ont reculé de 500 millions d'euros pour s'établir à 49,9 milliards d'euros et les importations ont augmenté de 600 millions d'euros pour atteindre 57,1 milliards d'euros. Le solde énergétique s'est dégradé de 300 millions d'euros en raison d'une hausse des importations pour s'établir à -3,9 milliards d'euros, avec des exportations stables pour le troisième mois de suite. Hors énergie, le solde commercial s'est dégradé et at-

teint -4,9 milliards d'euros, surtout en raison d'une dégradation du solde des produits manufacturés, en baisse de 900 millions d'euros. Cumulé sur douze mois, le déficit commercial de la France recule pour s'établir à 81,9 milliards d'euros. Les chiffres du commerce extérieur français ne sont pour le moment pas beaucoup influencés par la guerre commerciale enclenchée par le président américain Donald Trump, qui a imposé des droits de douane massifs

à ses partenaires commerciaux dont la France. Son cheval de bataille est la hausse des importations de produits américains par ses partenaires, afin que le déficit commercial américain sur les biens se résorbe. La France a présenté l'an dernier un excédent de 16,4 milliards d'euros, selon les statistiques américaines, mais un déficit de quelques milliards selon les statistiques des douanes françaises, sur les biens.

DROITS DE DOUANE

Le Canada «sonne la charge» contre les tarifs douaniers de Trump

Le Canada est prêt à riposter et à sonner la charge contre les États-Unis dans une guerre commerciale émergente et souhaite que l'Europe et le reste du monde se joignent à lui, a déclaré la ministre des Affaires étrangères Mélanie Joly dans une interview exclusive accordée à Euronews. Le Canada « sonne la charge » contre la guerre commerciale de Trump en appliquant 60 milliards de dollars de droits de douane sur les produits américains, et exhorte l'Europe à prendre des mesures de riposte également, a déclaré la ministre canadienne des Affaires étrangères Mélanie Joly à Euronews dans une interview exclusive.

Mélanie Joly souhaite que le reste du monde prenne des mesures de riposte à l'encontre des droits de douane imposés par Donald Trump et a déclaré que les Américains devaient eux aussi s'exprimer, car leurs emplois sont également menacés. Bien que Donald Trump ait omis de mentionner le Canada lorsqu'il a annoncé l'imposition de droits de douane à plus de 180 pays mercredi dernier, il a été l'un des premiers pays dans la ligne de mire quelques semaines auparavant, lorsque la Maison Blanche a annoncé des taxes écrasantes sur les principales exportations canadiennes, telles que l'acier et l'aluminium.

« Nous avons été leur cobaye. Nous sommes soumis à trois décrets de la Maison Blanche, dont l'un concerne l'ensemble de nos importations et prévoit des droits de douane de 25 %, que nous avons pu partiellement suspendre, mais pour 40 % de tous nos produits envoyés aux États-Unis, les 25 % de droits de douane sont toujours appliqués. Nous avons également des droits de douane de 25 % sur l'acier et l'aluminium qui partent aux États-Unis, ainsi que des droits de douane de 25 % sur notre secteur automobile », a déclaré Mélanie Joly. En réponse, le Canada a annoncé des droits de douane d'une valeur de 60 milliards de dollars sur les produits améri-

cains entrant sur son territoire. Selon Mélanie Joly, les droits de douanes sont le seul moyen de perturber les plans de Donald Trump et de le forcer à faire machine arrière, bien que la Maison Blanche ait mis en garde contre toute mesure de réplique. « Nous nous défendons. Nous n'avons jamais déclenché cette guerre commerciale, et nous connaissons très bien le peuple américain, nous savons qu'il ne cautionne pas les mesures prises par la Maison Blanche », a-t-elle déclaré. « Aux États-Unis, des millions d'emplois peuvent être perdus à cause d'une guerre commerciale avec le Canada. »

EUROPE

Von der Leyen propose à Trump un accord sur les droits de douane "zéro pour zéro" pour tous les produits industriels

"L'Europe est toujours prête à conclure un bon accord", déclare Ursula von der Leyen, alors que les tensions commerciales avec les États-Unis atteignent un niveau record. La Commission européenne a proposé aux États-Unis un accord visant à supprimer les droits de douane sur tous les biens industriels dans le cadre des négociations commerciales, a déclaré Ursula von der Leyen tout en soulignant son intention de prendre des mesures de rétorsion contre les politiques de Donald Trump en cas d'échec des pourparlers. Donald Trump a annoncé des droits de douane généralisés de 20 % sur les importations en provenance de l'Union européenne, qui entreront en vigueur le 9 avril. L'acier, l'aluminium et les voitures sont soumis à un taux distinct de 25 %. Au total, plus de 380 milliards d'euros de produits fabriqués dans l'UE seront concernés. Les produits pharmaceutiques, le cuivre, le bois d'œuvre, les semi-conducteurs et l'énergie ont été exemptés. "Nous sommes prêts à négocier avec les États-Unis. En effet, nous avons proposé des droits de douane nuls pour les produits industriels, comme nous l'avons fait avec succès avec de nombreux autres partenaires commerciaux", a déclaré le président de la Commission lundi après-midi. L'accord "zéro pour zéro" a été proposé par le passé "à plusieurs reprises" pour le secteur automobile, a déclaré von der Leyen, "mais il n'y a pas eu de réaction adéquate" de la part de Washington. La Commission a étendu l'offre à tous les produits industriels ces derniers jours, alors que les négociations s'intensifiaient, a déclaré un porte-parole. Aucun autre détail n'a été fourni.

ACCUSÉE DE LAXISME

X (ex-Twitter) pourrait écoper d'une amende record en Europe

Le réseau social X pourrait souffrir cette année au niveau de l'Union européenne. Une amende importante au titre du DSA pourrait lui être imposée.



Elon Musk et son réseau social X.com ont toujours vécu une relation orageuse avec l'Union européenne, qui exige que la plateforme suive les règles du Digital Services Act (DSA), des règles que le milliardaire considère comme de la censure. Et si l'on pouvait croire que la présidence de Donald Trump aurait calmé Bruxelles, comme ça devrait être le cas pour Apple ou Meta, une nouvelle information semble finalement indiquer le contraire.

Une amende de plus de 1 milliard de dollars attend X

Le premier dossier de sanc-

tions relatives au Digital Services Act devrait finalement aboutir d'ici à cet été. En effet, selon le New York Times, une enquête engagée l'an dernier par la Commission européenne devrait aboutir à l'imposition d'une sanction de plus de 1 milliard de dollars contre X - sanctions assortie d'exigences concernant des changements à apporter à la plateforme. L'absence d'actions contre la prolifération de contenus illicites ou de désinformation ainsi que le manque de transparence de la plateforme sont notamment pointés du doigt. D'après la même source, l'Union européenne sou-

haite faire un exemple avec cette amende afin que d'autres géants de la tech ne cherchent pas à violer le règlement du DSA. De son côté, X, après la publication de l'article du New York Times, a dénoncé « un acte de censure politique sans précédent et une attaque contre la liberté d'expression. »

Une seconde enquête plus large est encore en cours

Le réseau social a par ailleurs ajouté qu'il utiliserait tous les moyens à sa disposition pour défendre non seulement la société, mais aussi pour « protéger la liberté d'expression en Eu-

rope ». Mais entretemps, X pourrait bien devoir se préparer à une action de plus grande envergure. En effet, l'Union européenne a aussi engagé depuis un certain temps une enquête plus large, Bruxelles accusant X d'être devenu un hub des discours de haine illégaux et de désinformation par son approche très libertaire de la modération. De manière encore plus importante, l'Europe accuse X de laisser libre cours à de nombreux contenus qui fragiliseraient, selon Bruxelles, la démocratie dans les 27 pays de l'Union.

Et le TOP 10 des milliardaires qui ont perdu le plus d'argent en Bourse est...

Les droits de douane de Donald Trump ont fait leurs premières victimes chez les élites. Beaucoup ont perdu de nombreux milliards de dollars ! Un sujet est sur toutes les lèvres à travers la planète : les droits de douane que les États-Unis veulent imposer partout dans le monde. Et si l'on peut imaginer des dégâts au niveau du commerce international dans les mois à venir, la finance elle est touchée bien plus rapidement, comme on a pu le voir la semaine dernière avec les valeurs de la tech. Ce qui s'illustre aussi du côté des hommes les plus riches du monde.

Les hommes les plus riches du monde tous touchés

Aujourd'hui, les plus grandes fortunes de la planète ont ce statut, d'abord et avant tout, car une grande partie de leur fortune consiste en actions et produits financiers cotés en Bourse. Autant dire que le niveau de leur fortune est fortement tributaire des secousses de la Bourse. Et avec la chute très violente vécue ces derniers jours, les 10 hommes les plus riches du monde ont vu l'évaluation de leur fortune nettement revue à la baisse. Et voici ce qu'ont perdu les 10 hommes les plus riches au monde la semaine dernière :

- 1 - Elon Musk : pertes de 19,9 milliards de dollars
- 2 - Jeff Bezos : pertes de 7,59 milliards de dollars
- 3 - Mark Zuckerberg : pertes de 9,44 milliards de dollars
- 4 - Bernard Arnault : 5,23 milliards de dollars
- 5 - Bill Gates : 6,45 milliards de dollars
- 6 - Warren Buffett : 10,7 milliards de dollars
- 7 - Larry Ellison : 10,1 milliards de dollars
- 8 - Larry Page : 4,65 milliards de dollars
- 9 - Steve Ballmer : 4,36 milliards de dollars
- 10 - Sergey brin : 4,38 milliards de dollars

500 milliards de dollars perdus par le Top 500

Des pertes colossales, qui sont aussi à mettre en rapport avec le rallye de grande ampleur vécu à la Bourse à la fin de l'année dernière et en début 2025, à la suite de l'élection de Donald Trump. De manière plus globale, ce sont toutes les grandes fortunes qui ont subi la décision du président américain, le top 500 ayant perdu la semaine dernière un total de 500 milliards de dollars au niveau de l'évaluation de leur richesse. À l'heure actuelle, l'incertitude règne sur les marchés financiers. Après une fin de semaine dernière catastrophique et un lundi très rouge sur les bourses asiatiques, Wall Street a aujourd'hui ouvert en baisse, avant de remonter à l'heure où cet article est écrit.

Attention aux CAPTCHA «Je ne suis pas un robot», qui deviennent une arme redoutable pour les hackers

Les cybercriminels exploitent notre habitude à cliquer sur les tests CAPTCHA pour diffuser des logiciels malveillants. Cette nouvelle technique d'arnaque, qui profite de notre « tolérance au clic », inquiète les experts. L'utilisation de faux tests CAPTCHA « Je ne suis pas un robot » pour infecter nos appareils, pousse HP à lancer l'alerte dans son dernier rapport sur la menace cyber. À l'heure où nous sommes habitués à multiplier les étapes d'authentification en ligne, les hackers exploitent cette routine pour nous faire cliquer sans méfiance sur des éléments malveillants. Ce phénomène, que HP appelle la « tolérance au clic », devient un vrai vecteur d'attaque privilégié chez les cybercriminels.

Des CAPTCHA qui cachent bien leur jeu

Les chercheurs de HP ont révélé lundi avoir identifié plusieurs campagnes au sein des-

quelles les cybercriminels créent de faux tests CAPTCHA, qui amènent les victimes vers des sites sous leur contrôle. Une fois sur ces sites, les utilisateurs sont invités à compléter plusieurs étapes d'authentification frauduleuses, comme ils le feraient de façon légitime sur d'autres plateformes. Sans s'en rendre compte, ils exécutent alors des commandes PowerShell malveillantes sur leur PC. Dans le détail, ces commandes installent silencieusement des chevaux de Troie à accès distant (RAT), ou des voleurs d'informations (infostealers) comme le célèbre Lumma Stealer, déjà connu d'ailleurs sur le terrain du faux CAPTCHA. Plus inquiétant encore, ces malwares peuvent accéder aux données sensibles stockées sur l'appareil et parfois même prendre le contrôle complet du système de la victime. Les attaquants profitent aussi du fait que les bots deviennent de plus en plus performants

pour contourner les CAPTCHA légitimes, ce qui pousse les plateformes à complexifier leurs processus d'authentification. Cette complexification nous habitue à effectuer davantage de vérifications. Et tout ça nous rend, au final, moins méfiants face aux multiples étapes proposées par les hackers.

Des techniques d'attaque de plus en plus diversifiées

Le rapport révèle aussi d'autres stratégies préoccupantes, comme la diffusion du cheval de Troie XenoRAT. Ce logiciel open-source, qui dispose de fonctionnalités avancées de surveillance, est capable de prendre le contrôle du microphone et de la webcam des victimes. Les attaquants utilisent ici l'ingénierie sociale pour convaincre les utilisateurs d'activer les macros dans des documents Word et Excel. Une autre technique, non moins sophisti-

quée, consiste à dissimuler du code JavaScript malveillant dans des images vectorielles SVG. Les images s'ouvrent par défaut dans les navigateurs web et exécutent automatiquement le code malveillant, pour déployer jusqu'à sept charges virales différentes. Dans le lot, on retrouve toujours des chevaux de Troie et des voleurs d'informations. Les cybercriminels exploitent aussi la popularité croissante de Python pour créer des scripts malveillants. Avec l'explosion de l'intelligence artificielle générative et de la data science, ce langage est de plus en plus présent sur les machines des utilisateurs, ce qui lui permet de devenir une opportunité de plus pour les attaques. Selon le rapport, au moins 11% des menaces par e-mail identifiées ont contourné une ou plusieurs passerelles de messagerie. Le danger est bien présent, et il est tenace.

LANCIA YPSILON

Elégance urbaine

Avec sa silhouette épurée, ses motorisations hybride et 100 % électrique, ainsi qu'un habitacle raffiné, écoresponsable et pourvu de technologies de pointe, la nouvelle Lancia Ypsilon marie avec finesse style, confort et modernité.

Conçue pour offrir aux citadins une expérience unique, elle incarne avec subtilité le renouveau de la marque dans une mobilité urbaine réinventée.

Le design, atout majeur de la nouvelle Ypsilon

Conçue sous la direction d'Emanuele Tomassori au Centro Stile Lancia de Turin, la nouvelle Ypsilon se distingue par une apparence résolument contemporaine tout en rendant hommage à l'héritage riche en design et en sportivité de la marque. Issue du concept Pu+Ra Design, elle représente l'alliance savante de volumes aux formes variées, symbolisant le renouveau de Lancia déjà salué au prestigieux concours Chantilly Arts & Elegance. La fluidité de ses lignes et la pureté de ses formes évoquent avec raffinement des modèles emblématiques tels que la Flaminia ou l'Aurelia du début des années 60, tandis que certains détails – notamment les feux arrière ronds inspirés de la légendaire Stratos – rappellent son identité sportive patrimoniale. Par ailleurs, les optiques avant, qui réinterprètent le Calice Lancia, confèrent à l'ensemble une identité singulière et aisément reconnaissable, les trois faisceaux de lumière mettant en exergue le nouveau logo et affirmant son caractère premium.

Un intérieur technologique et éco-responsable pour une nouvelle expérience

Conçu autour du concept du « Home Feeling », l'habitacle a été pensé pour reproduire la sensation d'un véritable chez-soi, offrant ainsi une expérience unique à bord. Ce confort se matérialise notamment par le système S.A.L.A



(Sound Air Light Augmentation), une interface intuitive permettant de gérer l'ensemble des systèmes audio, de climatisation et d'éclairage, adaptant en un instant l'ambiance à l'humeur du conducteur. Ce dispositif révolutionne l'expérience de conduite tout en garantissant un confort optimal. Par ailleurs, fidèle à ses engagements, Lancia privilégie l'utilisation de matériaux recyclés dans l'habitacle, illustré par le dévelop-

pement d'un nouveau tissu – un velours nervuré doublement cousu décliné en bleu sur la version haut de gamme Cassina – entièrement composé de matières recyclées.

Fermement ancrée dans son temps, la nouvelle Ypsilon propose deux motorisations répondant aux enjeux actuels de la mobilité urbaine. La version Ypsilon Elettrica, première voiture 100 % électrique de la marque, développe 156 che-

vaux pour un couple de 260 Nm. Sa batterie de 51 kWh, associée à un moteur d'une grande efficacité (consommation de 14,3 kWh/100 km), offre une autonomie de 403 km selon le cycle WLTP, tandis que le passage de 20 à 80 % de charge s'effectue en seulement 24 minutes en mode rapide. Dans sa déclinaison hybride de dernière génération, la Ypsilon Ibrida associe un moteur essence trois cylindres de 100 chevaux à un moteur électrique de 28,5 chevaux, couplés à la technologie hybride 48V et sa batterie auto-rechargeable. Cette ingénierie permet de réduire la consommation de carburant de 15 % et d'effectuer jusqu'à 50 % du trajet en mode zéro émission lors des déplacements en ville.

Trois finitions pour faire le meilleur choix

La Lancia Ypsilon se décline à partir de 24 500 € en version hybride et 34 800 € en version électrique. Déjà richement équipée – avec le système S.A.L.A. intégrant Apple CarPlay et Android Auto sans fil, un tableau de bord numérique et un écran central tactile de 10,25 pouces, la climatisation automatique ainsi qu'une table basse « Tavolino » –, elle est également agrémentée, sur la finition LX, plus technologique, d'un chargeur de smartphone sans fil, de ports USB-C à l'arrière, ainsi que de caméras avant et arrière et d'un système de surveillance des angles morts. Enfin, la version haut de gamme, signée par le célèbre designer italien Cassina, qui a également conçu une table multifonction dans l'habitacle, offre des sièges en velours bleu, chauffant et massant pour le conducteur, une entrée sans clé et la conduite autonome de niveau 2, une exclusivité dans le segment B des berlines premium.

Les sanctions américaines vont-elles pousser l'Europe à en finir avec le couperet de 2035 ?

Les 25 % de taxes demandées par Washington pour l'importation des voitures étrangères poussent les constructeurs, notamment allemands, à demander l'annulation de fin du thermique en 2035, histoire d'éviter une double peine.

Et il semblerait que leur cause soit entendue, en partie du moins, par Bruxelles.

Et si Donald Trump était le meilleur lobbyiste en faveur de l'industrie automobile européenne ? Car, après tout, depuis sa décision du 2 avril au soir, et les 25 % de taxes douanières appliquées aux voitures importées aux États-Unis, la planète auto s'agite en tous sens. Elle fait notamment le siège de Bruxelles en évoquant la double peine, celle qui les oblige à subir non seulement les fameuses taxes américaines, mais aussi l'obliga-



tion d'affronter le couperet de 2035 et la fin du thermique.

Le forcing de Washington fait peut-être, dans ce dernier domaine seulement, l'affaire des constructeurs européens avec un nouvel argument massue pour que l'Europe

les protège mieux et recule plus sur les échéances à venir.

Le haut-Commissaire monte au créneau

Une insistance qui a poussé Stéphane Séjourné, haut Commis-

saire français, vice-président exécutif de la Commission européenne, chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle, pas moins, à se fendre d'une tribune dans Le Monde ce week-end, en mode alarmiste.

L'industrie auto ? "Elle est en danger de mort", puisque le Commissaire accepte de reprendre les termes des industriels eux-mêmes. Séjourné enfonce le clou en embarquant dans ce Titanic les "13 millions de salariés du secteur" sur le continent, un chiffre parfois controversé.

Reste que les solutions qu'il envisage dans le texte sont déjà connues : 1,8 milliard d'aides pour développer des gigafactories et un forcing pour pousser les flottes d'entreprises (60% des ventes de voitures) vers l'électrification. What else ? Pas grand-chose, et surtout

rien qui puisse rassurer les constructeurs, si ce n'est une taxe carbone aux frontières de l'Union que l'on connaît et des prêts garantis par la banque européenne d'investissements.

Pas vraiment de quoi calmer la fièvre, et surtout pas sa partie allemande. Déjà attaquée au travers de ses exportations vers l'est, avec des baisses de ventes en Chine de 30 % en moyenne, elle l'est dorénavant à l'ouest avec les sanctions trumpesques.

Mais que faire d'autre ? Appliquer des droits de réciprocité sur les autos américaines vers l'Europe ? À part un retour ultra-timide de Cadillac et quelques Ford Mustang ultra-malussées, la sanction est totalement indolore et ne risque pas de faire plier Donald Trump.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

32 morts et plus de 2030 blessés en une semaine

Trente-deux (32) personnes sont décédées et 2030 autres ont été blessées dans 1825 accidents de la route, survenus durant la période du 30 mars au 5 avril à travers le pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bejaia avec 4 décès et 52 blessés dans 32 accidents de la circulation. Par ailleurs, les unités de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction de 721 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger, Blida et Oran. Durant la même période, les éléments de la Protection civile ont procédé au sauvetage de 290 personnes en situation de danger, selon la même source.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mercerdi 9 avril 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

DIPLOMATIE

Le président de la République reçoit le ministre iranien des Affaires étrangères

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi à Alger, le ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran, Abbas Araghchi. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, et du ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf. Par ailleurs, le ministre d'Etat a eu des entretiens en tête-à-tête avec son homologue iranien, avant de tenir une séance de travail élargie aux membres des délégations des deux pays, précise la même source. Ces entretiens ont permis aux deux parties de "passer en revue les différents aspects et dimensions des relations entre l'Algérie et l'Iran, et d'examiner les moyens à même de les consolider", selon le communiqué. Les deux parties ont également évoqué les développements de la situation au Proche-Orient en général, et l'évolution dangereuse de la question palestinienne en particulier, notamment à la lumière de la poursuite de l'agression abjecte contre le peuple palestinien frère dans la bande de Ghaza, ajoute la même source.

PÉTROLE

Le Brent s'approche des 65 dollars mardi à Londres

Les cours du pétrole se sont améliorés légèrement mardi après être fortement descendus depuis l'offensive commerciale américaine. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, gagnait 0,33% à 64,38 dollars. Le baril de West Texas Intermediate, référence américaine, pour livraison en mai, prenait de 0,26% à 60,90 dollars. Avec les retombés du conflit commercial entre les Etats-Unis et la Chine, "le risque de récession continue d'augmenter, ce qui assombrit les perspectives de la demande mondiale de pétrole", soulignent des analystes. La Chine a promis mardi de combattre les droits de douane américains "jusqu'au bout" malgré la menace de Donald Trump de nouvelles surtaxes, les deux premières économies mondiales semblant prêtes à l'escalade malgré la déroute des marchés financiers. Ces deux puissances sont également les deux principaux consommateurs d'or noir, et la Chine en est la première importatrice. Par conséquent, les cours du pétrole sont donc très sensibles aux perspectives de ralentissement économique des deux pays. Les cours du pétrole ont néanmoins rebondi légèrement en fin de séance lundi après avoir touché leur plus bas depuis 2021. Plusieurs facteurs pourraient faire remonter les prix, ou éviter une baisse plus importante de l'or noir malgré le conflit commercial.

EMBALLAGE ALIMENTAIRES

L'enjeu des industries agroalimentaires

Par Réda Hadi

L'emballage alimentaire. Derrière ce terme se cache une industrie florissante qui bien maîtrisée peut représenter une opportunité d'emplois. Si les emballages sont au cœur des débats environnementaux depuis les années 2010, ils n'en restent pas moins essentiels. Aujourd'hui, une multitude d'emballages et technologies sont disponibles pour permettre aux consommateurs d'obtenir une expérience unique. Reste que l'emballage est l'un des éléments de la logistique en agroalimentaire. La filière tente, tant bien que mal, de faire sa mutation en Algérie mais non sans difficulté, explique, ce mardi, Arezki Chenane, professeur en Sciences économiques de l'Université de Tizi-Ouzou, à nos confrères de la radio nationale. Il est vrai que le conditionnement et l'emballage influencent de manière significative sur les prix des produits emballés, cet impact peut atteindre jusqu'à 40% du coût global du produit affirme-t-il. C'est pour cette raison, qu'on doit avoir notre vision globale des choses par rapport à la question d'emballage. En essayant d'innover et d'introduire de nouveaux matériaux pour remplacer le verre, le plastique et d'aller vers une adaptation à la nécessité de protection de l'environnement.

Mais comment réduire la valeur de l'emballage qui atteint parfois le coût de 40% impacté par les critères de promotion et de la valorisation du produit ? C'est la question que se pose cet universitaire, qui pense que l'on est obligé d'aller vers le traitement des déchets générés par l'emballage.

Pour cet expert l'emballage est une industrie à réinventer

Selon lui, la problématique de l'industrie d'emballage en Algérie, et dans le monde, reste celle de l'utilisation abusive du plastique à usage unique dont nous importons à grandes quantités. Et à ce sujet, il rappelle que c'est le problème majeur qui touche non seulement le coût mais aussi l'environnement et ce d'autant plus que l'Algérie importe pour 11 millions de tonnes de matière première chaque année, dont 10% seulement sont recyclés. « Nous avons 20% de déchets plastiques, ce qui est énorme sachant que le plastique ne se dégrade pas dans la nature », révèle-t-il, mettant l'accent sur « l'intérêt d'aller sérieusement vers le renforcement du recyclage » souligne-t-il, insistant sur la nécessité de revoir la manière de recyclage des déchets. Aussi, il suggère à cet effet d'opter pour l'innovation ». « Qui dit innovation, dit introduire de nouvelles matières qui se dégra-

dent dans la nature », affirme-t-il, citant en exemple le maïs, la canne à sucre, etc. « Des matières organiques biodégradables qui participent activement à la conservation du produit mais aussi à la protection de l'environnement. Il faut s'inscrire désormais à cette exigence internationale, dans le cadre d'une innovation et des solutions adaptées avec un choix judicieux de matériaux, amis de la nature comme les gobelets en carton. L'universitaire appelle à promouvoir la filière en prévision de l'exportation des produits algériens pour lesquels on doit concevoir des emballages qui protègent à la fois le produit, l'environnement et surtout réduire les prix ». Et pour ne pas rester en marge de cet élément de la logistique indispensable dans la chaîne de distribution (nationale ou internationale), l'Algérie, conseille-t-il, doit prendre en considération ces trois dimensions et développer son système érogène, installé en 2004 qui penche sur la problématique du traitement et de la valorisation des déchets générés justement des restes d'emballage. Face au dilemme de l'usage unique du plastique polluant, l'orateur préconise le packaging qui tient compte des solutions écologique et économique, déplorant le peu d'entreprises qui font du recyclage.

GHARDAÏA

Le Salon national de la saison printanière dédié à l'artisanat du 14 au 22 avril

Un salon national de la saison printanière dédié à l'artisanat se tiendra du 14 au 22 avril en cours à la Maison de l'artisanat de Ghardaïa, a-t-on appris auprès des services de la wilaya. Organisée par la Chambre locale de l'artisanat et des métiers, en partenariat avec le ministère du Tourisme et l'Artisanat et la wilaya de Ghardaïa, la manifestation a pour objectif de valoriser la richesse et la diversité du secteur de l'artisanat et son rôle dans l'économie locale.

Ce salon se veut un espace et une opportunité de valorisation et de promotion des métiers traditionnels menacés de disparition, a expliqué le secrétaire général de la wilaya, Djelloul Choubi, en précisant que l'événement vise à contribuer à la dynamique économique de la région de Ghardaïa et permettra aux artisans des différentes régions du pays de commercialiser des produits de l'artisanat, tels les articles de décoration, les tapis, la vannerie et les habits en laine pure. C'est également

une occasion pour le grand public de s'enquérir de près sur le processus de fabrication des produits d'artisanat à travers les espaces dédiés au monde de la décoration d'intérieur, des tapis traditionnels et de l'habit traditionnel, de la mosaïque, des bijoux, du cuir et de la chaussure, a-t-il ajouté. Des animations culturelles et artistiques sont programmées, durant la période de cette manifestation commerciale, pour agrémenter le séjour des visiteurs, selon les organisateurs.

HADJ 2025 Des centres de formation mobilisés au profit des hadjis

L'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO) a annoncé, mardi dans un communiqué, que des centres de formation ont été mobilisés à travers les différentes communes et dairas du pays au profit des citoyens concernés par la saison du hadj 2025 (1446 de l'hégire). Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, en coordination avec l'ONPO, a "mobilisé des centres de formation au profit des hadjis, pour les aider à accomplir correctement les rites du Hadj", selon la même source. Pour prendre connaissance du programme de ces centres, l'ONPO invite les hadjis à contacter ou à se rapprocher des directions des affaires religieuses et des wakfs de leur lieu de résidence.

2^e JOURNÉE DE LA CONFÉRENCE "CONNECTED ALGERIA"

L'Algérie dispose des mécanismes pour réaliser sa souveraineté numérique

Des experts en technologie ont affirmé, hier, que l'Algérie disposait des mécanismes pour réaliser sa souveraineté numérique dans le contexte des mutations mondiales accélérées et des défis liés à l'espace cybernétique. Lors de la 2^e journée de la conférence "Connected Algeria" organisée à Alger par le ministère de la Poste et des Télécommunications, les participants ont passé en revue quelques expériences dans le domaine de la transition numérique et réaffirmé l'importance de renforcer les compétences humaines et de soutenir l'innovation technologique afin de réaliser la souveraineté numérique et renforcer la

position de l'Algérie dans l'économie numérique mondiale. L'expert en technologie, Fouad Guenane a précisé que la souveraineté numérique était désormais une question fondamentale non seulement au niveau national mais aussi au niveau international où les pays recourent à la domiciliation de la technologie en lui conférant un caractère souverain. Soulignant l'importance de la stratégie nationale dans ce domaine, le même spécialiste s'est réjoui des infrastructures établies par l'Algérie à travers les réseaux de communication et les centres de données ainsi que la mise en place de plusieurs organes spécialisés, sans oublier les écoles supé-

rieures spécialisées dans l'intelligence artificielle et la cybersécurité, en plus des start-ups spécialisées dans ce domaine. Par ailleurs, les participants ont évoqué l'importance de l'utilisation de l'industrie 4.0 dans l'économie, en créant un environnement favorable à l'élargissement des partenariats nationaux entre les startups et les petites et moyennes entreprises (PME), en vue de contribuer à la réalisation de la transition numérique globale. Les intervenants ont également abordé la contribution de l'IA dans le secteur de la prise en charge sanitaire des malades et l'accès aux informations sanitaires.